

**INSTITUT D'EMISSION
D'OUTRE-MER**

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture
économique**

N° 124 – 4ème trimestre 2005

- NOUVELLE-CALEDONIE -

Sommaire

	Page
Synthèse :	
Diagnostic sur la conjoncture du trimestre écoulé et éléments prospectifs issus de l'enquête d'opinion	2
Note Méthodologique	4
1. Vue d'ensemble	
1.1 Les entreprises	6
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	6
1.1.2 L'investissement des entreprises	8
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité	10
1.2 Les ménages	12
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	12
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	13
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	14
1.3 Les indicateurs macro-économiques	15
2. Analyse sectorielle	
2.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture	18
2.2 Industrie agro-alimentaire	22
2.3 Industries minières et métallurgiques	25
2.4 Industries diverses	29
2.5 Bâtiment et travaux publics	32
2.6 Commerce	36
2.6.1 Commerce de détail	38
2.7 Hôtellerie-Tourisme	41
2.8 Services aux entreprises	45

Au niveau international, les **Etats-Unis** ont maintenu le niveau de la croissance du PIB au troisième trimestre 2005 (+ 0,9 % en variation trimestrielle). Le taux de chômage s'établit à 5,1 % à fin septembre 2005 (+ 0,1 point par rapport à juin 2005).

Dans la **Zone Euro** la croissance du PIB pour le troisième trimestre 2005 est de 0,6 %. En septembre 2005, le taux de chômage s'est légèrement réduit par rapport à juin 2005 et s'est élevé à 8,4 % (- 0,2 point). Le taux d'inflation annuel s'est établi à 2,6 % en septembre 2005.

Au troisième trimestre 2005, la **France** a connu une hausse du PIB de 0,1 % par rapport au second trimestre 2005. Parallèlement, le taux de chômage s'est légèrement réduit à 9,8 % de la population active en septembre 2005 (- 0,3 point par rapport à juin 2005), et l'indice des prix à la consommation s'est établi à 112,0 enregistrant une hausse de 0,7 point par rapport à juin 2005 (+ 2,2 point en glissement annuel).

La situation économique de la Nouvelle-Calédonie

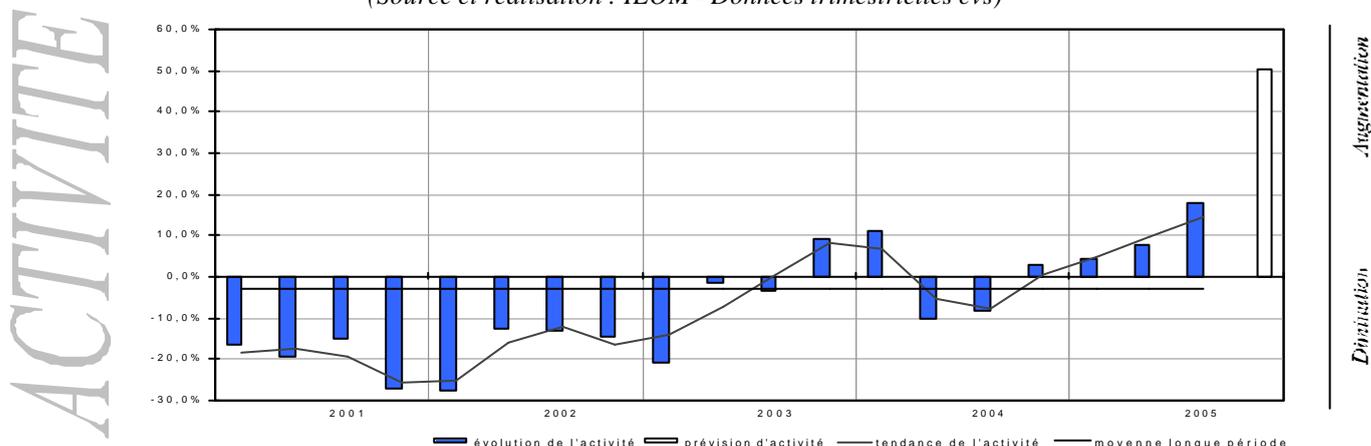
Sur le troisième trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans cinq secteurs : le BTP, les industries agroalimentaires, les industries diverses, le tourisme et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : la mine et métallurgie, l'agriculture, l'ensemble du commerce, et le commerce de détail.

Confirmant les prévisions exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale au troisième trimestre.

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise CVS au 30 septembre 2005 (hors mines et métallurgie)

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles cvs)



Les soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises **du commerce de gros** et **du commerce de détail** font état d'une diminution de l'activité au cours du troisième trimestre 2005, opinion corroborée par la diminution des importations relatives aux biens de consommation (« articles d'habillement » - 22,7 %, « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison » - 8,5 % et « produits alimentaires » - 8,4) alors que les encours bancaires des crédits de trésorerie progressent (+ 1,2 % au 30 septembre 2005 par rapport au 30 juin 2005) dans un contexte d'augmentation des prix par rapport à fin juin 2005 (+ 0,7 %).

Avec une croissance de 2,4 % des crédits à l'habitat entre le second et le troisième trimestre 2005, l'investissement des ménages serait toujours bien orienté.

Dans le même temps, les indicateurs « importations de biens d'équipement » et « immatriculations de véhicules utilitaires » qui mesurent traditionnellement l'investissement des entreprises progressent de 27,2 % et de 17,6 % par rapport au second trimestre. Parallèlement, le taux de couverture des importations par les exportations s'affiche à 69,0 % au troisième trimestre gagnant près de 8 points.

Selon les professionnels du **secteur du BTP** interrogés, l'activité, se serait redressée sur le troisième trimestre 2005. Ce sentiment est partagé à la fois par les dirigeants des secteurs du bâtiment et des travaux publics. Par ailleurs, les ventes de ciment local sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 2,1 %).

De même, confirmant les prévisions d'activité exprimées lors de la précédente enquête de l'IEOM, les industriels du **secteur agro-alimentaire** affichent un avis globalement positif sur l'activité au cours du troisième trimestre 2005.

Les professionnels du **secteur hôtelier et touristique** font quant à eux état d'une nette amélioration de l'activité sur le troisième trimestre 2005. Les données touristiques du troisième trimestre 2005 confirment cette opinion favorable. Ainsi le nombre de touristes a augmenté de 37,3 % par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 26 964 en septembre 2005. Le nombre de croisiéristes a également progressé de 67,2 % sur la même période.

L'activité du secteur « **services aux entreprises** » aurait connu une nouvelle amélioration au cours du troisième trimestre 2005, confirmant les prévisions établies lors du trimestre précédent.

L'opinion des dirigeants du **secteur de la mine/métallurgie** sur leur activité est en forte baisse au troisième trimestre 2005. En effet, la diminution de l'extraction du nickel entre le deuxième et le troisième trimestre 2005 (respectivement - 9,2 %) s'explique par les conflits sociaux qui ont perturbé l'activité des sites miniers depuis le début du second semestre. Par ailleurs le début de la dégradation du climat social au sein de la SLN au mois de septembre a pesé sur l'opinion des chefs d'entreprises. Le 2 décembre 2005, la direction de la Société Le Nickel et la Confédération Syndicale des Travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC) qui bloquait l'entreprise depuis près de trois semaines, ont signé un accord de fin de conflit. Le coût de ce conflit pour la SLN est estimé de l'ordre de 2 milliards de FCFP de perte d'exploitation. Les conséquences de ce conflit et des blocages de la voie publique observés pendant cette période se traduiraient également par des pertes de chiffre d'affaires dans différents secteurs de l'économie (sous-traitants de la SLN, commerces, prestations de service, ...).

Selon l'opinion des **industriels** interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité aurait poursuivi son augmentation au cours du troisième trimestre 2005.

Selon les chefs d'entreprises de l'« **agriculture, élevage, pêche** », l'activité aurait diminué au cours du troisième trimestre 2005, en particulier dans le secteur de l'aquaculture.



Concernant les perspectives du quatrième trimestre, les dirigeants des différents secteurs d'activité affichent les opinions suivantes.

- une progression de l'activité dans huit secteurs : le BTP, les industries agroalimentaires, les industries diverses, l'agriculture, l'ensemble du commerce, le commerce de détail, le tourisme et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans un secteur : la mine et la métallurgie.

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

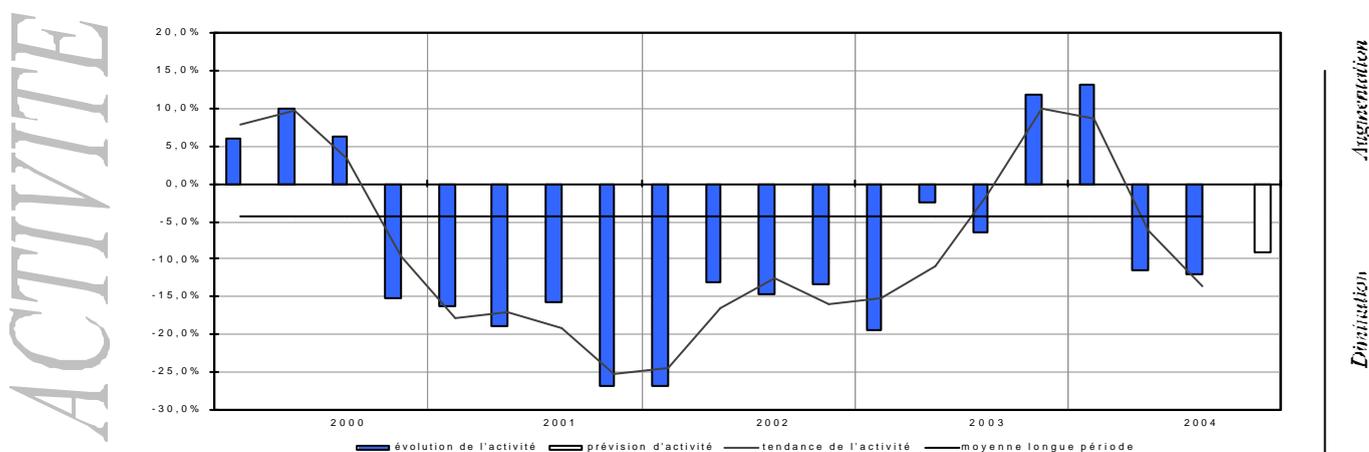
Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

Interprétation des soldes d'opinions

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écartier ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

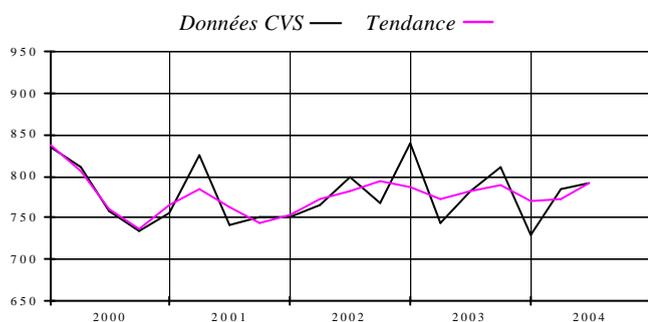


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

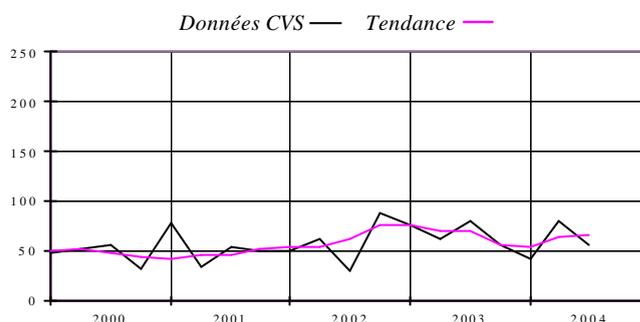
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

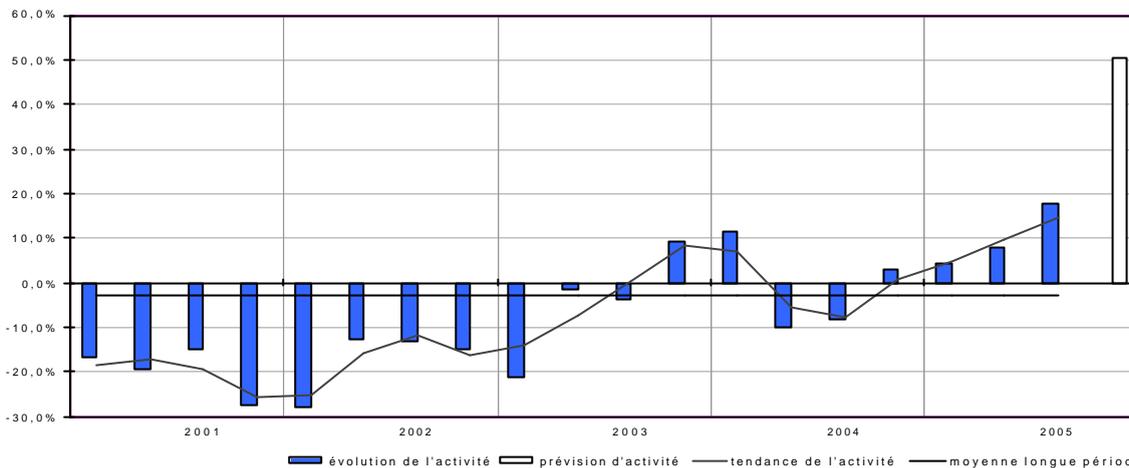
1-Vue d'ensemble

1-1 Les entreprises

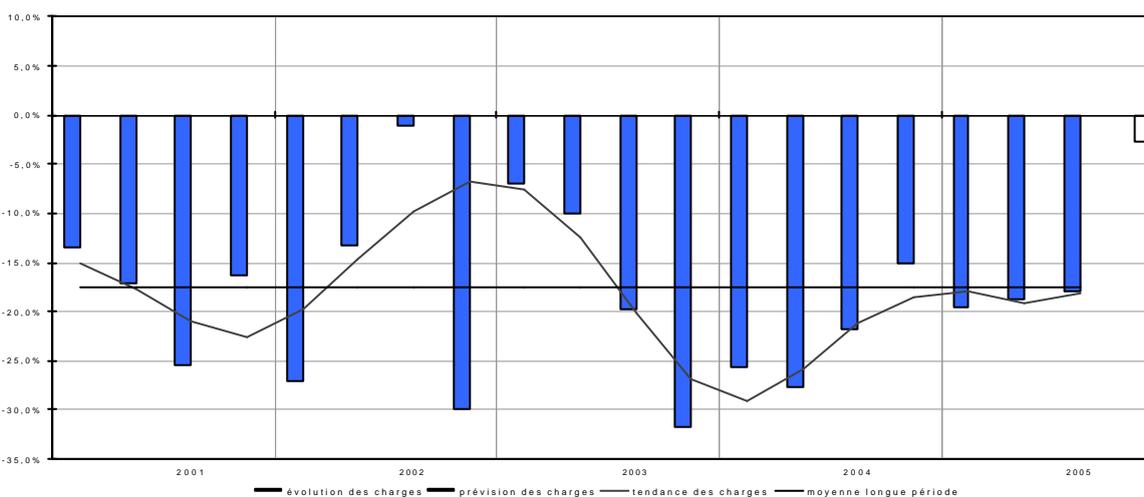
1-1-1 Les opinions des dirigeants d'entreprise

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2005¹
(hors mines et métallurgie)

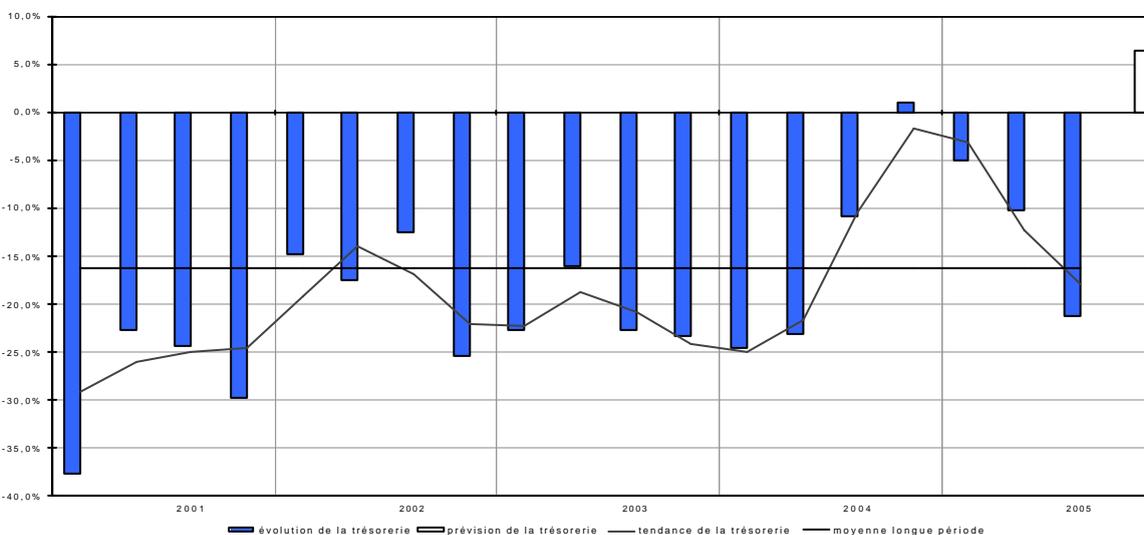
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



Augmentation
Diminution



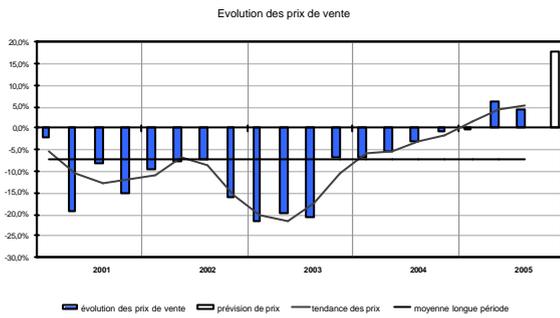
Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

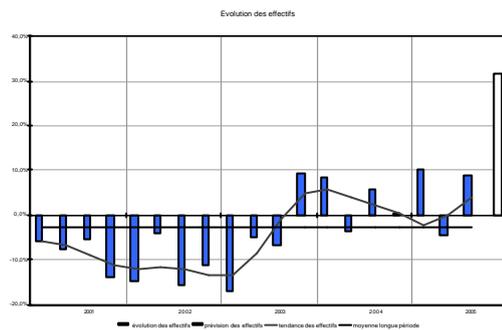
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 209 entreprises (8 400 salariés) pour 160 réponses (7 014 salariés).



Diminution
Augmentation

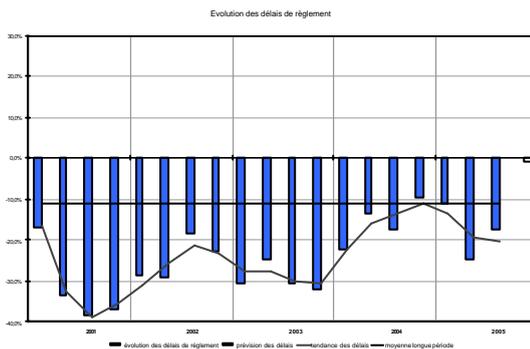
Sur le troisième trimestre 2005, l'enquête d'opinions de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprise de 9 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans cinq secteurs : le BTP, les industries agroalimentaires, les industries diverses, le tourisme et les services aux entreprises.
- une diminution de l'activité dans quatre secteurs : la mine et métallurgie, l'agriculture, l'ensemble du commerce, et le commerce de détail.



Amélioration
Dégradation

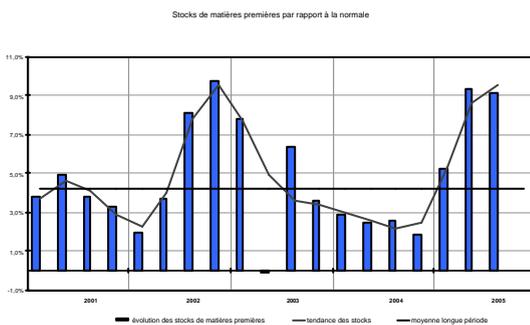
Confirmant les prévisions exprimées lors de la précédente enquête de l'OM, l'indice synthétique d'ensemble, pondéré par les effectifs de chaque secteur d'activité concerné (hors mines et métallurgie), traduit une opinion favorable sur l'activité globale au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2005.



Supérieurs
Inférieurs

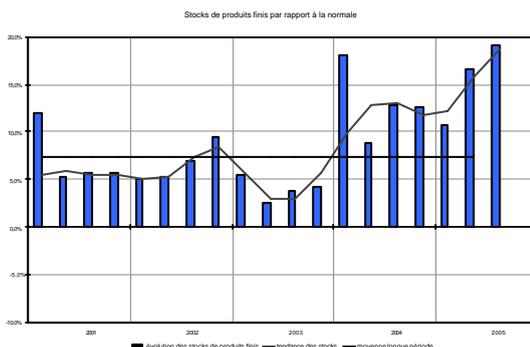
Une majorité de chefs d'entreprise estime que leurs charges ont continué à s'accroître en liaison avec l'augmentation de l'activité et la hausse des effectifs dans les entreprises. La dégradation des situations de trésorerie se serait amplifiée sur le troisième trimestre 2005, sous l'effet de l'allongement des délais de règlement.

D'autre part, tant les stocks de matières premières que ceux de produits finis, seraient jugés largement supérieurs à la normale.



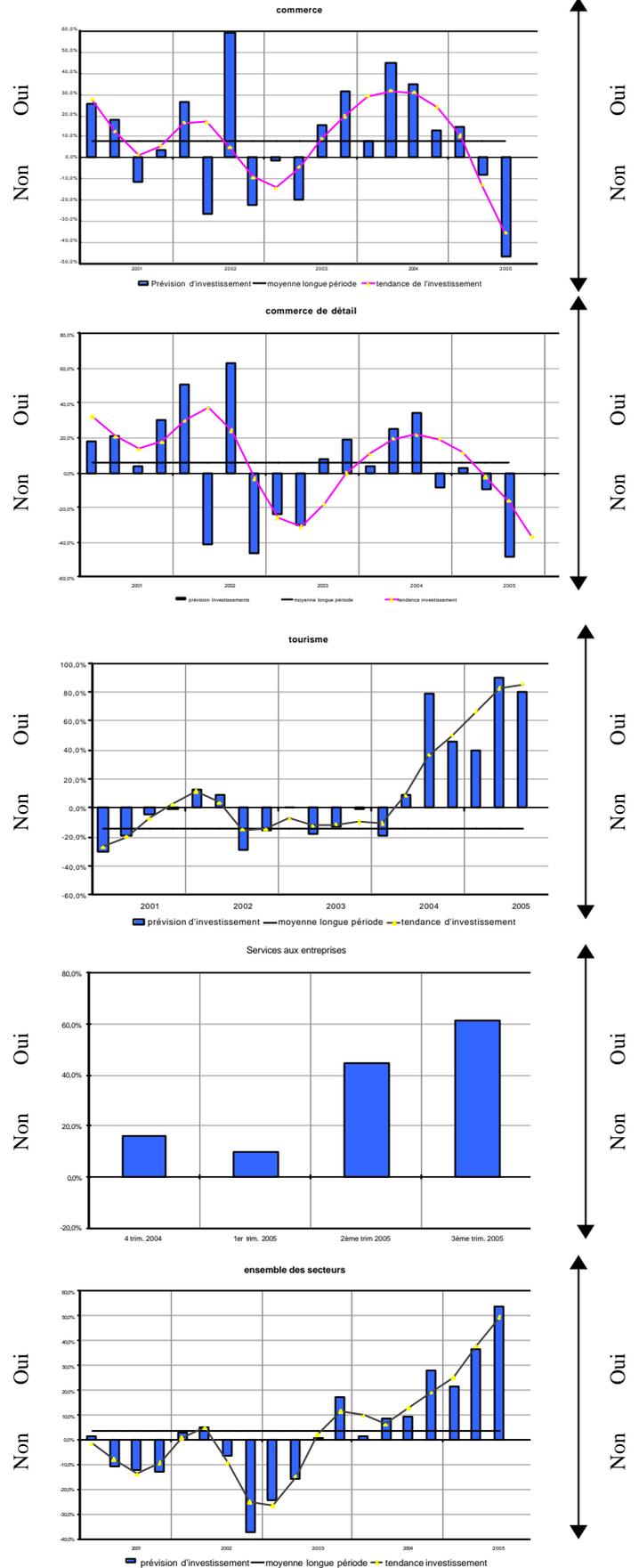
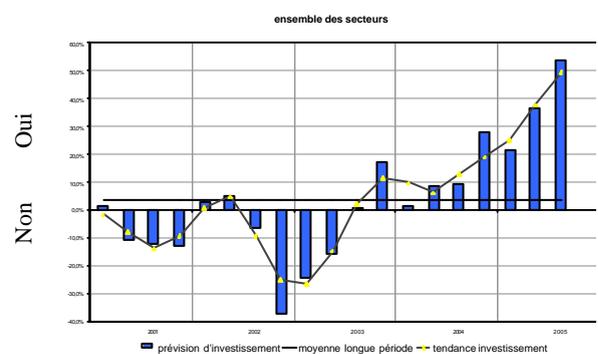
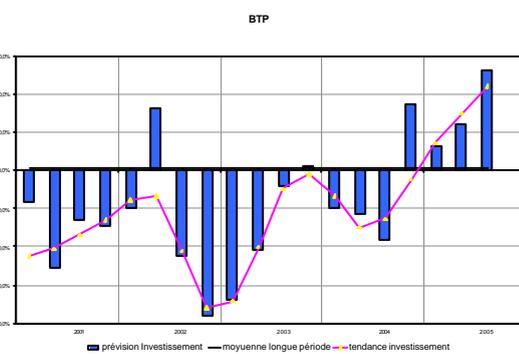
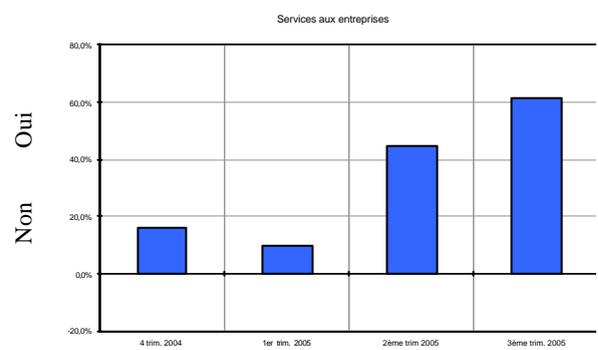
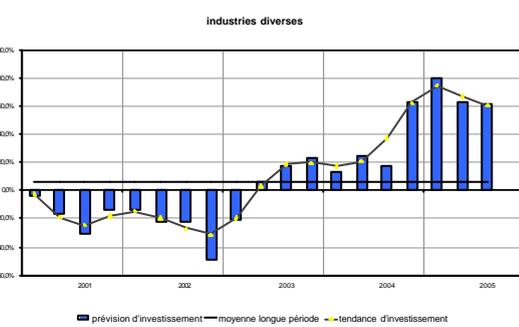
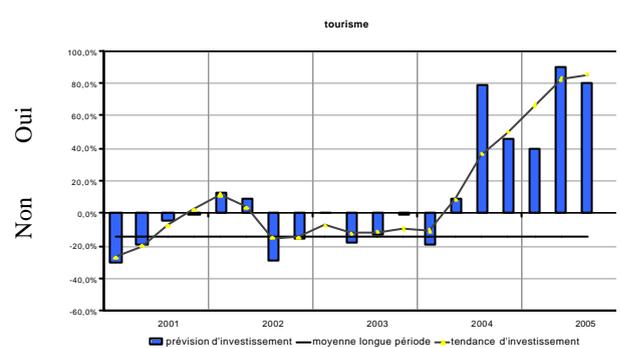
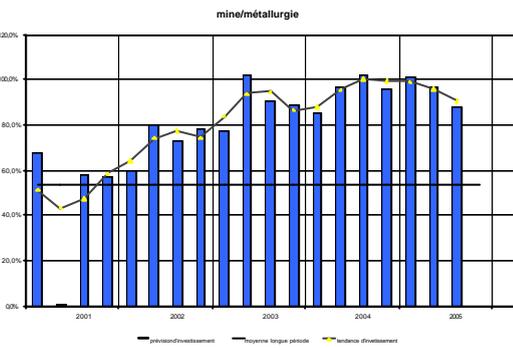
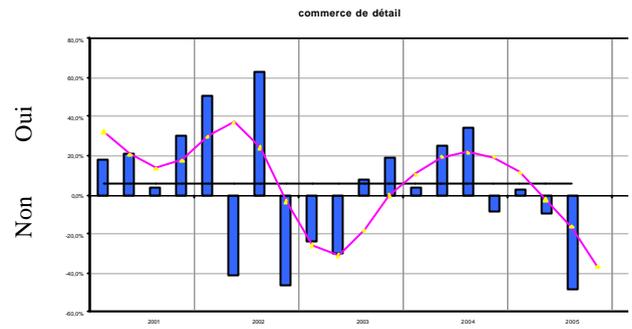
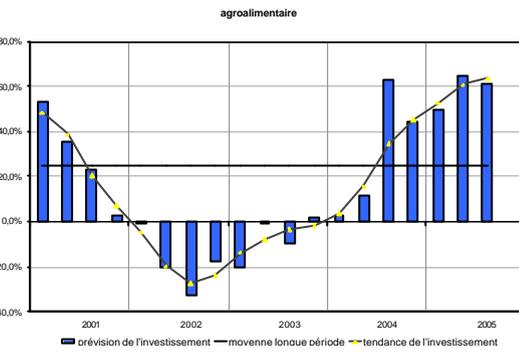
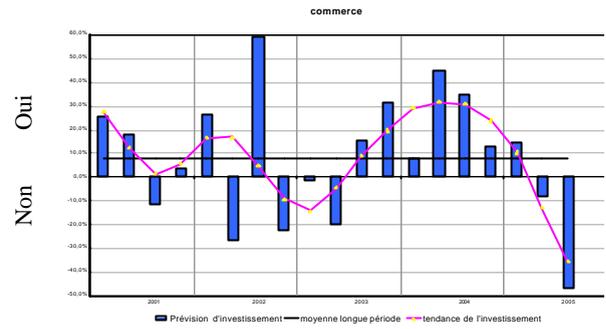
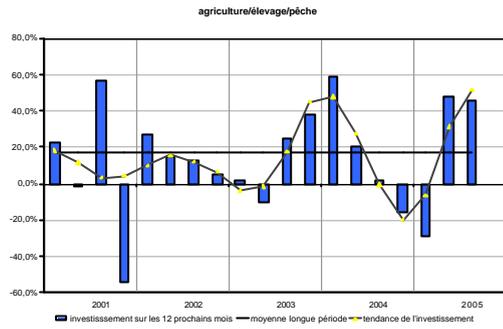
Supérieurs
Inférieurs

S'agissant des perspectives pour le prochain trimestre, les dirigeants paraissent optimistes puisqu'ils prévoient un accroissement de leur activité, une tendance vers l'équilibre de leurs charges d'exploitation et une amélioration des situations de trésorerie.



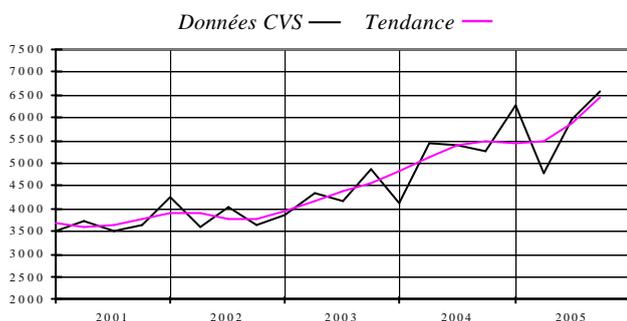
Supérieurs
Inférieurs

1-1-2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois



Les biens d'équipement professionnels

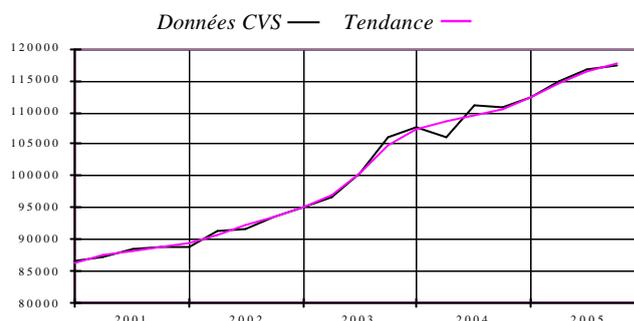
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



Sources : Service des douanes, ISEE

Le financement des investissements

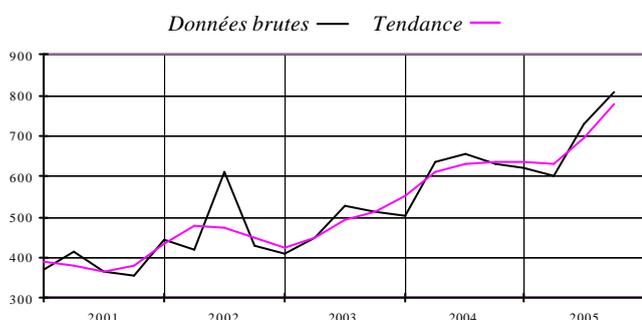
Encours bancaires des crédits d'équipement (toutes zones en millions de F CFP)



Source : IEOM

Les investissements spécifiques

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

L'ensemble des indicateurs objectifs témoigne d'une croissance de l'investissement des entreprises sur le troisième trimestre 2005. Ainsi, les importations de biens d'équipement professionnels sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 27,2 %) ainsi que sur les neuf premiers mois de l'année 2004 en données cumulées (+ 86 %). Les « immatriculations de véhicules utilitaires » sont également en hausse par rapport au second trimestre 2005 (+ 17,6 %) et par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2004 (+ 13,6 %). Les encours de crédits d'équipement, pour leur part, progressent de respectivement 3,0 % par rapport au trimestre précédent et 6,1 % en glissement annuel.

Selon les résultats de la dernière enquête de conjoncture de OM, les chefs d'entreprises de la plupart des secteurs interrogés prévoiraient d'investir sur les douze mois à venir. Seuls les opérateurs du « commerce » n'envisageraient pas d'investir.

	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variation des cumuls des années 2005 /2004
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	5 490	6 982	+ 27,2%	15 530	16 869	+ 8,6%
Encours global des crédits d'équipement (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	114 700	118 156	+ 3,0%	111 352	118 156	+ 6,1%
Immatriculations de véhicules utilitaires(en nombre)	726	854	+ 17,6%	1 921	2 183	+ 13,6%

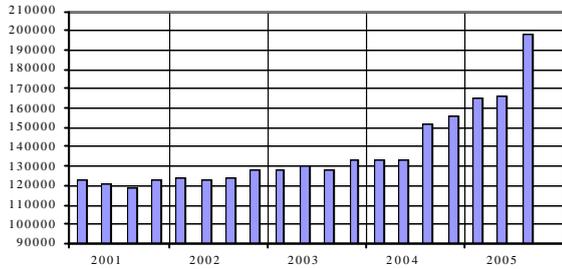
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs¹

(en millions de F CFP)

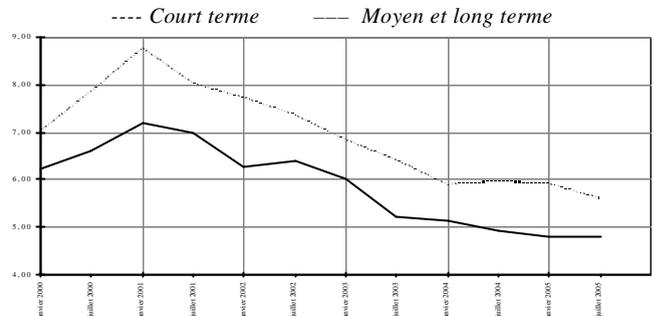
Données brutes



Source : IEOM

Coût du crédit aux entreprises

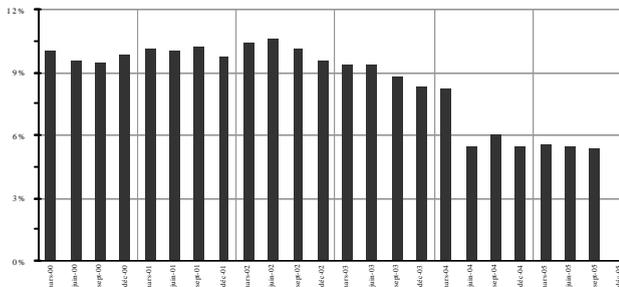
(Taux moyen pondéré, en %)



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

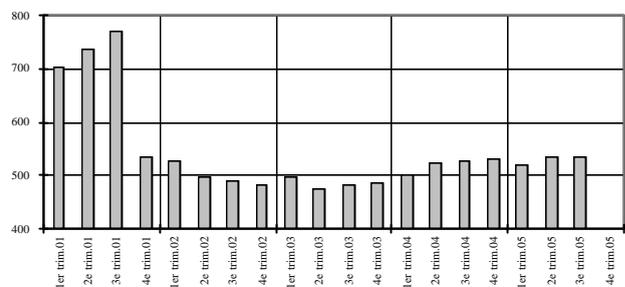
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

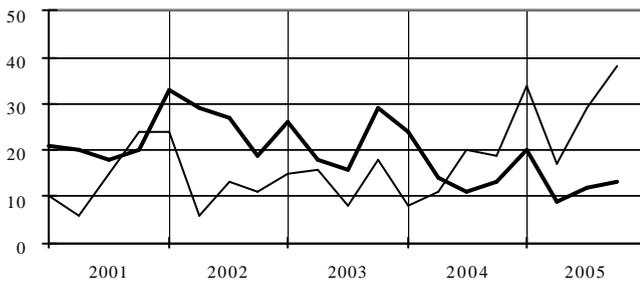


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

^{3/4} Liquidations judiciaires – Redressements judiciaires



Source : Tribunal Mixte de Commerce

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

1-1-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

L'encours des crédits bancaires d'après la centralisation des risques de OM au 30 septembre 2005 est en augmentation par rapport à l'encours au 30 juin 2005 (+ 5,4 % en données brutes).

La part des créances douteuses brutes s'est légèrement réduite par rapport au trimestre précédent, soit 5,3 % du total des encours au 30 septembre 2005 contre 5,4 % au 30 juin 2005.

Le nombre de personnes morales touchées par une interdiction bancaire pour émission de chèques sans provision s'est stabilisé fin septembre 2005 à 535 par rapport au trimestre précédent et apparaît en baisse en glissement annuel).

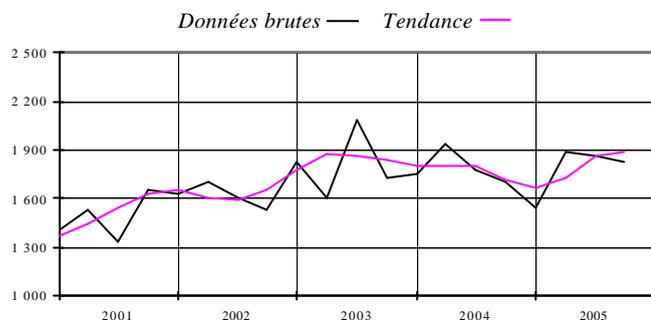
D'autre part, au cours du troisième trimestre 2005 le nombre de redressements et liquidations judiciaires a augmenté par rapport au trimestre précédent.

	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Personnes morales en interdiction bancaire (<i>en fin de trimestre</i>)	535	535	+ 0,0%	ns	ns	-
Redressements judiciaires (<i>en nombre</i>)	12	13	+ 8,3%	38	34	- 10,5%
Liquidations judiciaires (<i>en nombre</i>)	29	38	+ 31,0%	50	84	+ 68,0%
Sources : Tribunal Mixte de Commerce, IEOM						
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
	juin-05	sept-05	Variation	sept-04	sept-05	Variation
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	167 585	176 602	+ 5,4%	152 297	176 602	+ 16,0%
Source : IEOM						
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
	juin-05	sept-05	Variation	sept-04	sept-05	Variation
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (<i>en %</i>)	0,0%	0,0%	+ 0,0 ps	0,0%	0,0%	+ 0,0 ps
Source : IEOM						

1-2 Les ménages

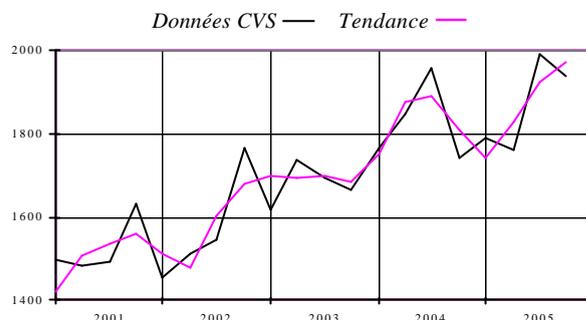
1-2-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières
(en nombre)



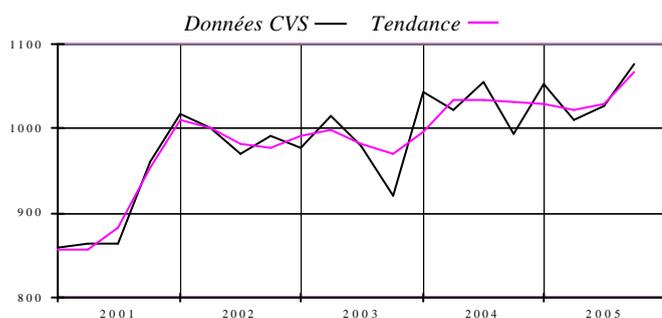
Source : Service des Mines

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



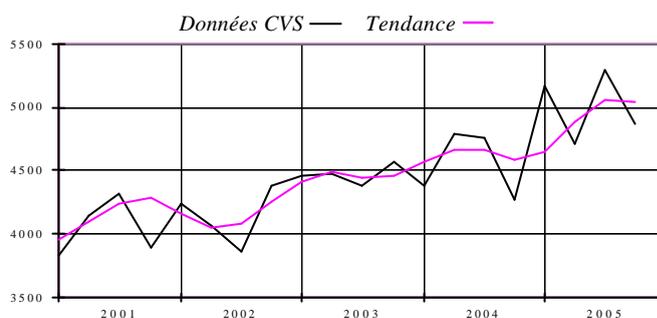
Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages apparaissent en recul sur le troisième trimestre 2005. Ainsi, les « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison », les « importations d'articles d'habillement et chaussures » et les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac » baissent respectivement de 8,5 %, 22,7 % et 8,4 % par rapport au trimestre précédent. De même, les « immatriculations de voitures particulières » se réduisent de 2,1 % par rapport à juin 2005. Les encours de crédits de trésorerie des ménages, pour leur part, augmentent légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,2 %).

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

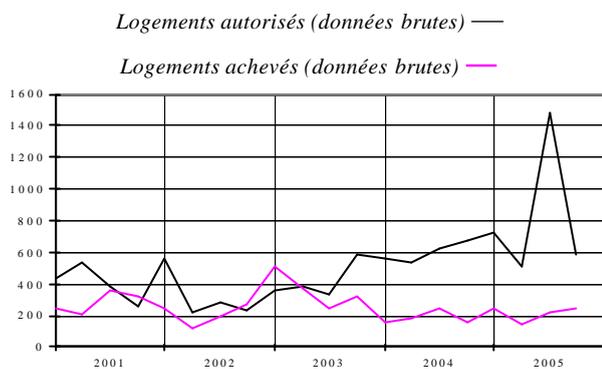
CONSOMMATION DES MENAGES			
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)	2 097	1 919	- 8,5%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 863	1 823	- 2,1%
Importations d'articles d'habillement (en millions de F CFP)	1 279	989	- 22,7%
Importations de produits alimentaires (en millions de F CFP)	5 210	4 774	- 8,4%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)	juin-05	sept-05	Variation
	37 540	37 995	+ 1,2%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

	5 373	5 536	+ 3,0%
	5 413	5 577	+ 3,0%
	3 150	3 171	+ 0,7%
	13 478	14 496	+ 7,6%
sept-04	sept-05	Variation	
	37 280	37 995	+ 1,9%

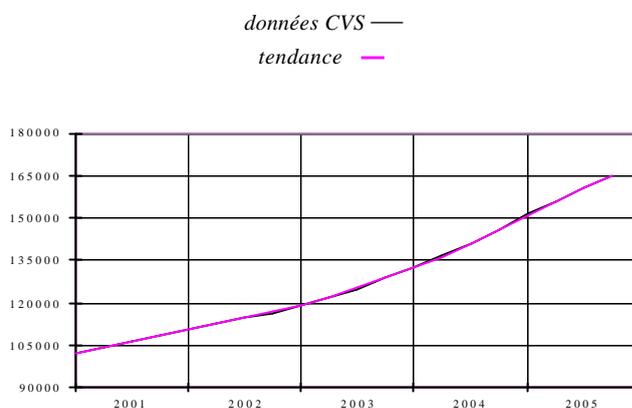
1-2-2 L'investissement immobilier des ménages

Nombre de logements individuels autorisés et achevés
(en nombre)



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

Les indicateurs relatifs à l'investissement immobilier des ménages évoluent de manière contrastée au cours du troisième trimestre 2005. Le nombre de constructions autorisées est en hausse mais il correspond à un nombre de logements en baisse par rapport au trimestre précédent exceptionnellement élevé (cf. p.35). Enfin, l'encours bancaire de crédits à l'habitat accordés aux ménages¹ par les établissements bancaires progresse par rapport au trimestre précédent (+ 2,4 %).

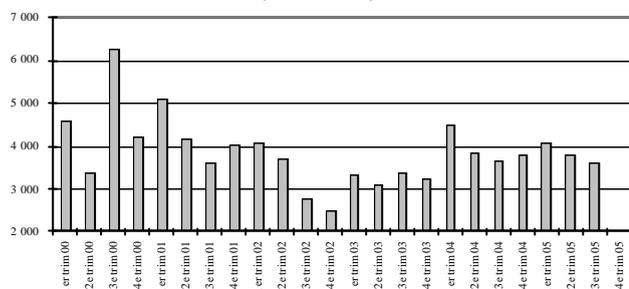
	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES						
Logements individuels achevés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)	225	244	+ 8,4%	584	613	+ 5,0%
Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)	1 480	591	- 60,1%	1 832	2 575	+ 40,6%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours bancaires des crédits à l'habitat (ménages + non résidents toutes zones en millions de F CFP)	juin-05 159 746	sept-05 163 530	Variation + 2,4%	sept- 04 144 354	sept- 05 163 530	Variation + 13,3%

Sources : ISEE, IEOM

¹ L'encours des crédits à l'habitat des ménages comprend l'encours à l'habitat de la clientèle non résidente, principalement constituée de particuliers.

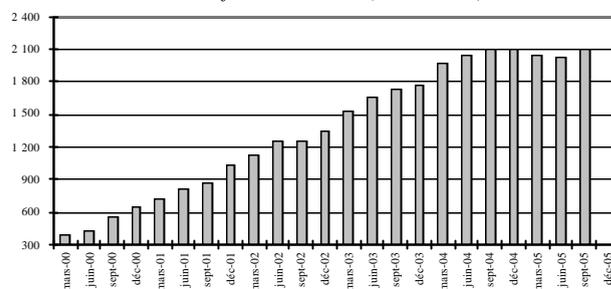
1-2-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques
(en nombre)



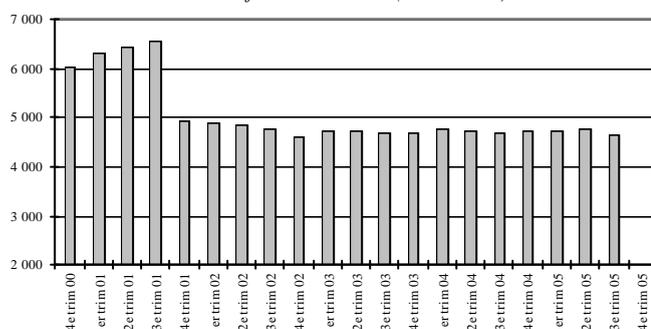
Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Les principaux indicateurs de la vulnérabilité de la trésorerie des ménages affichent des tendances contrastées sur le troisième trimestre 2005.

En effet, seules les décisions de retrait de cartes bancaires sont en hausse de 24,5 % par rapport au trimestre précédent. Les autres indicateurs tels que les personnes physiques en interdiction bancaire et les incidents de paiement sur chèques, reculent en glissement trimestriel de respectivement 2,3 % et 5,2 %.

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

INDICATEURS DE VULNERABILITE			
Personnes physiques en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	4 750	4 643	- 2,3%
Décisions de retrait de cartes bancaires (en nombre)	249	310	+ 24,5%
Incidents de paiement sur chèques (en nombre)	3 794	3 595	- 5,2%

Source : IEOM

ns	ns	-
934	841	- 10,0%
12 018	11 458	- 4,7%

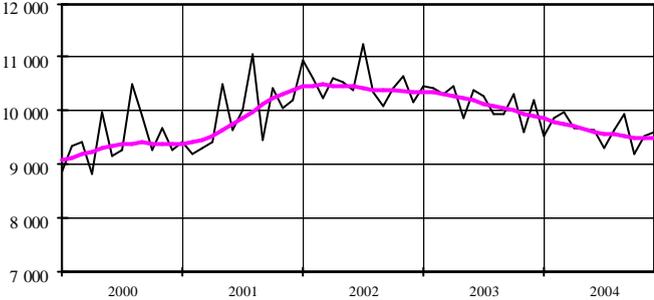
1-3 Les indicateurs macro-économiques

L'emploi

Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

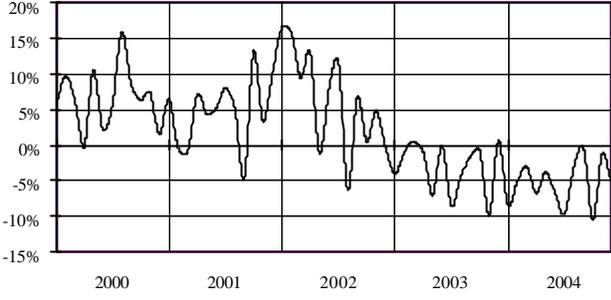
Demandes enregistrées en fin de mois

Données CVS — Tendence —



Source : Agence pour l'emploi

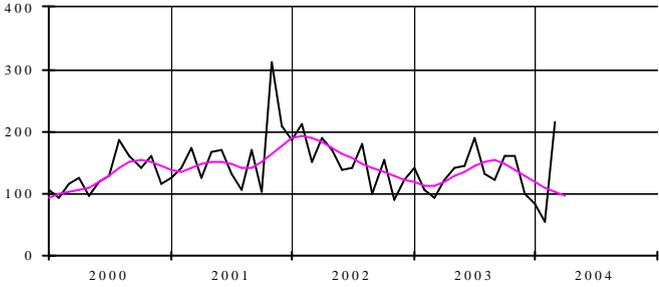
Variations mensuelles brutes en glissement annuel



Offres d'emploi en fin de mois (stock)

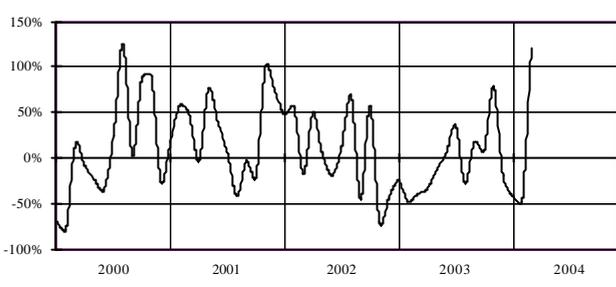
Offres enregistrées en fin de mois

Données CVS — Tendence —



Source : Agence pour l'emploi

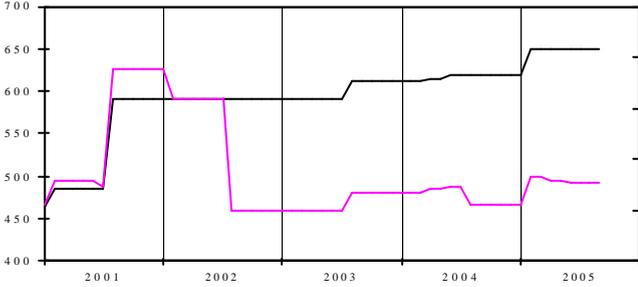
Variations mensuelles en glissement annuel (en %)



Les salaires

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

Données brutes — Glissement annuel (en %) —

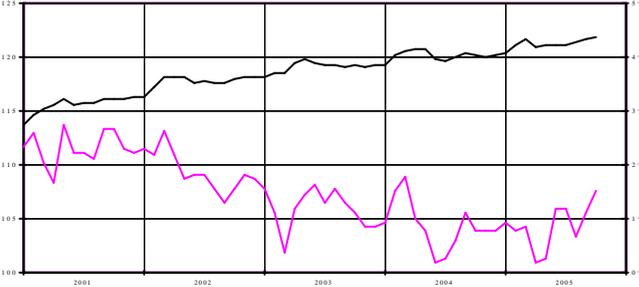


Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Les prix

Indice des prix à la consommation

Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —

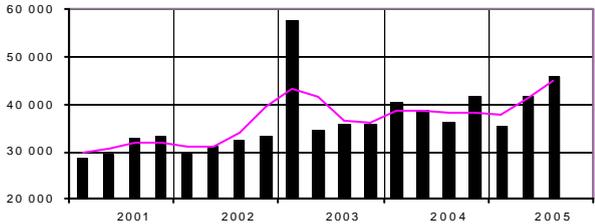


Source : ISEE

Le commerce extérieur

Importations (en milliards de F CFP)

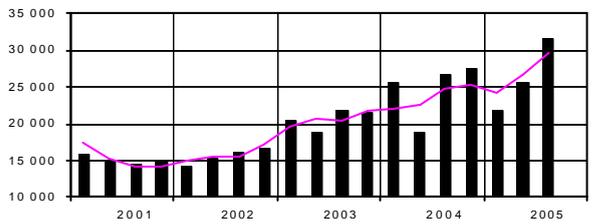
Données brutes ■ Tendence —



Source : Service des Douanes-ISEE

Exportations (en milliards de F CFP)

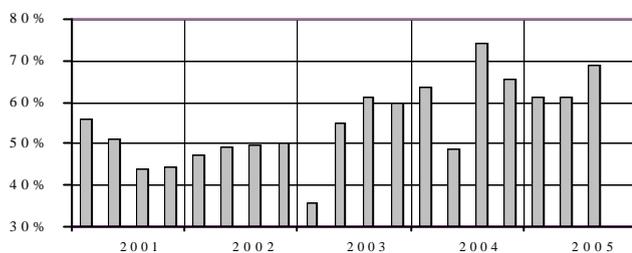
Données brutes ■ Tendence —



Source : Service des Douanes-ISEE

Taux de couverture trimestriel des importations par les exportations

(en %)



Source : Service des Douanes-ISEE

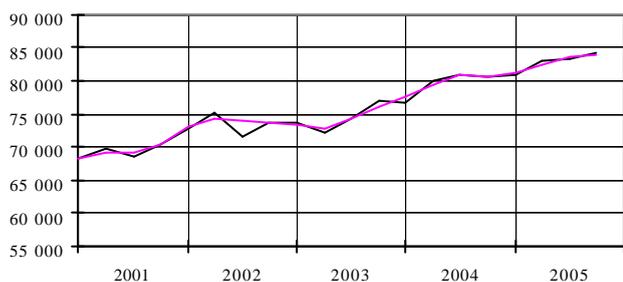
L'énergie

Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh)

Données CVS —

Tendance —



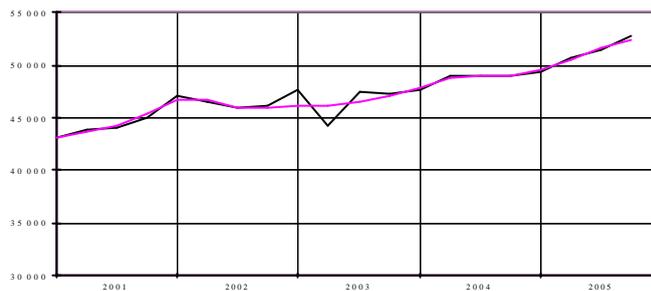
Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)

Données CVS —

Tendance —



Sources : EEC - ENERCAL

Les prix progressent de 0,7 % entre juin et septembre 2005 et de 1,5 % sur 12 mois. Le SMG a été porté à 110 000 F CFP mensuel en janvier 2005 (JONC n° 7843 du 18 janvier 2005), soit une progression de 5,2 % en un an. Il s'est maintenu à ce niveau depuis le début de l'année.

Le taux de couverture des importations par les exportations a progressé de 7,9 points entre le deuxième et le troisième trimestre 2005 pour atteindre 69 %. Les exportations représentent ainsi 31,6 milliards de F CFP sur le troisième trimestre 2005, soit une hausse de 23,8 % par rapport au trimestre précédent. Dans le détail, les exportations de minerai et de produits métallurgiques qui représentent 89,1 % de la valeur totale des exportations cumulées à septembre 2005, sont en augmentation grâce aux produits de fusion de 26,8 %. La valeur des exportations de minerai a quand à elle diminué de 0,5 % en rapport avec une baisse des exportations en volume de 22,0 % par rapport au trimestre précédent dans le contexte de conflits sociaux sur les sites miniers.

Les importations en valeur ont également augmenté sur le troisième trimestre 2005 (+ 9,5 % par rapport à juin 2005) pour atteindre 45,8 milliards de F CFP.

Sur le troisième trimestre 2005, les ventes d'électricité basse tension et moyenne tension sont traditionnellement en diminution par rapport au trimestre précédent (- 8,2 % et - 11,8 %).

Les dernières statistiques disponibles concernant les demandes d'emploi sont toujours celles du mois de décembre 2004. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit de 5,3 % entre décembre 2003 et décembre 2004 à 7842 personnes. Les offres d'emploi sont toujours indisponibles depuis mars 2004 en raison de la mise en place d'un nouveau logiciel pour le traitement statistique.

Nota : Les différences observées entre les valeurs brutes indiquées dans les tableaux et les données graphiques résultent de l'incidence des variations saisonnières.

	Juin-05 (1)	Septembre-05 (2)	Variation (2) / (1)	Variation sur 12 mois	Variation depuis le début de l'année
PRIX (Source : ISEE)*					
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)	121,0	121,9	0,7%	+ 1,5%	+ 1,3%
	mai-04	juin-04	janv.05	juin.05	sept.05
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)					
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	618,59	618,59	650,89	650,89	650,89

	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
L'EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi	nd	nd	ns	////////	////////	////////
Offres d'emploi	////////	////////	ns	////////	////////	////////
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Nouveaux demandeurs d'emplois enregistrés	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Offres d'emplois nouvelles enregistrées	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Demandes d'emplois sorties	nd	nd	ns	nd	nd	ns
Offres d'emplois sorties	nd	nd	ns	nd	nd	ns
dont placement A.P.E.	nd	nd	ns	nd	nd	ns
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)						
Importations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	41 847	45 843	9,5%	114 964	123 056	7,0%
En volume (en tonnes)	368 500	387 300	5,1%	1 009 000	1 129 100	11,9%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	25 566	31 645	23,8%	71 176	78 884	10,8%
En volume (en tonnes)	980 000	790 000	-19,4%	3 043 000	2 476 000	-18,6%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	61,1%	69,0%	+ 7,9 pts	61,9%	64,1%	+ 2,2 pts
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)						
D'origine hydraulique	473	457	-3,4%	2 141	1 413	-34,0%
D'origine thermique	121	64	-47,1%	949	305	-67,9%
	352	393	11,6%	1 192	1 108	-7,0%
Electricité consommée (en millions de kWh)						
Distribution S.L.N.	468	447	-4,5%	1 212	1 383	14,1%
Distribution E.E.C.	333	324	-2,7%	778	983	26,3%
Distribution ENERCAL	101	92	-8,9%	275	300	9,1%
	34	31	-8,8%	159	100	-37,1%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
Basse tension	85	78	-8,2%	243	255	4,9%
Moyenne tension	51	45	-11,8%	144	153	6,3%

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

(p) Données provisoires pour l'année 2005

nd : non disponible

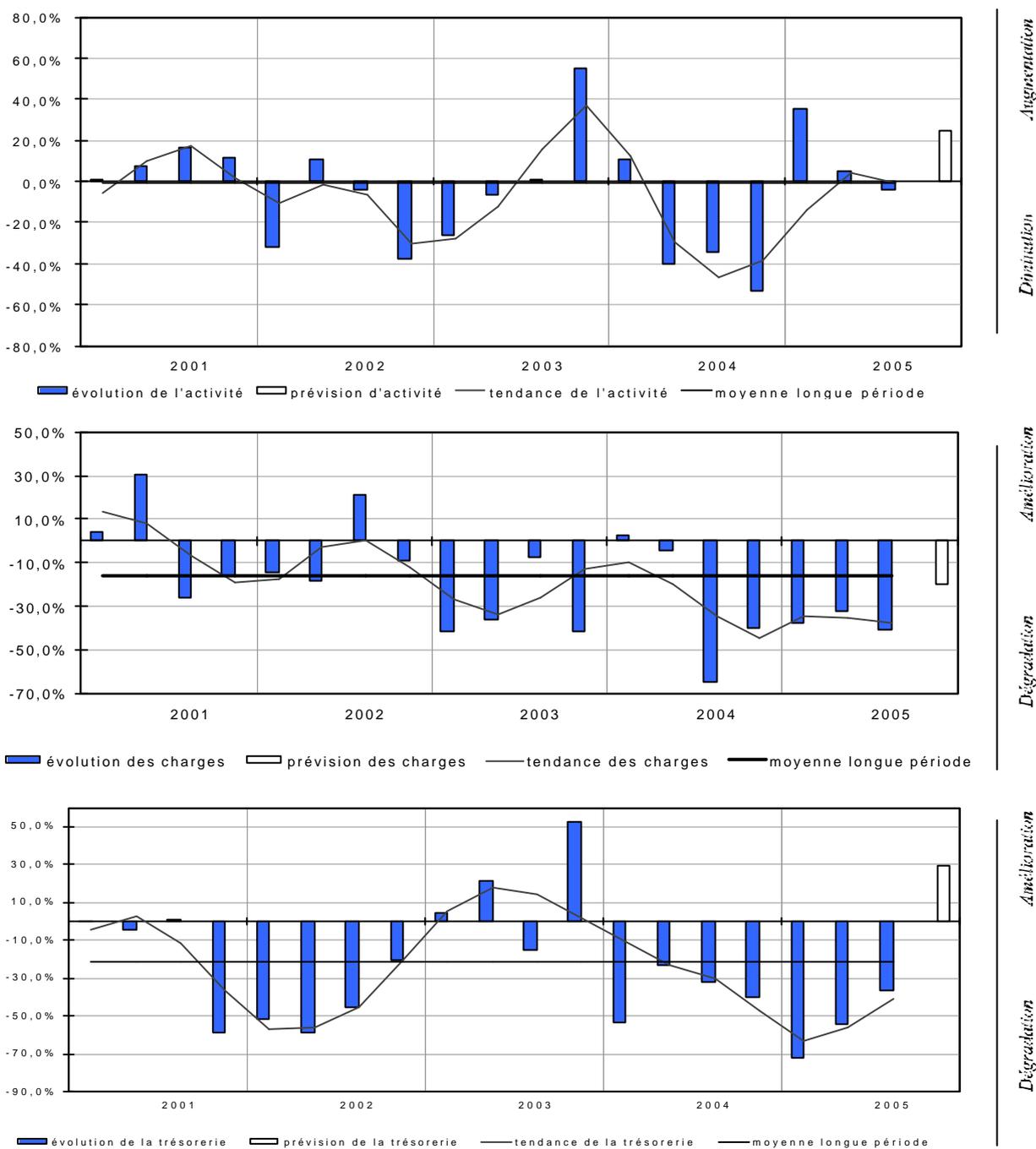
ns : non significatif

2-Analyse sectorielle

2-1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹ au 30 septembre 2005

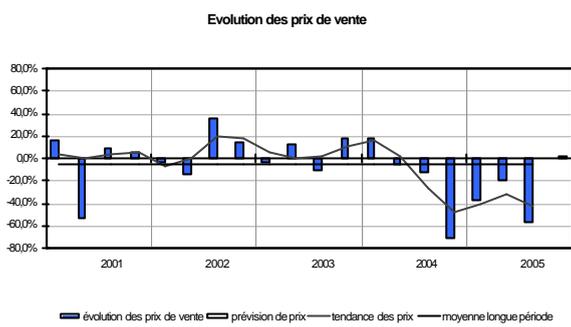
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



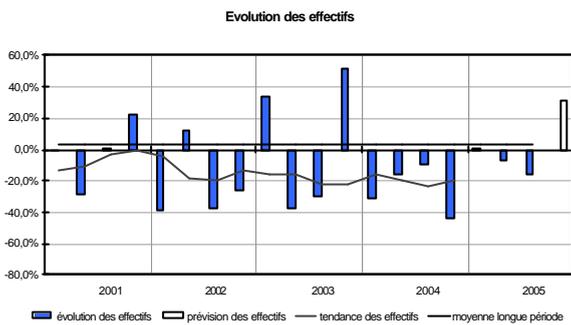
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises (165 salariés) du secteur « agriculture, élevage, pêche et aquaculture » pour 13 réponses (153 salariés).

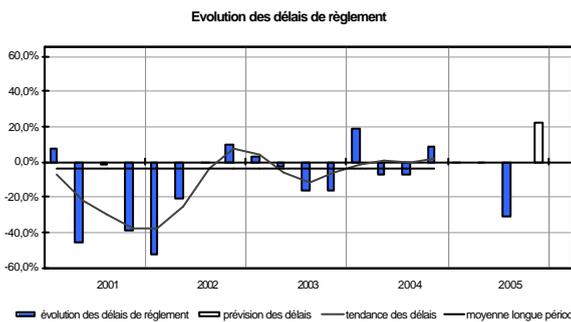
2.1-Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



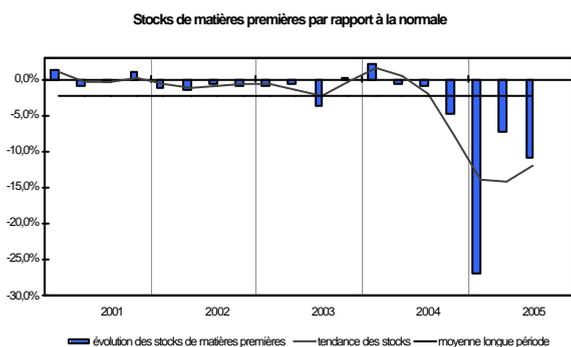
Augmentation
Diminution



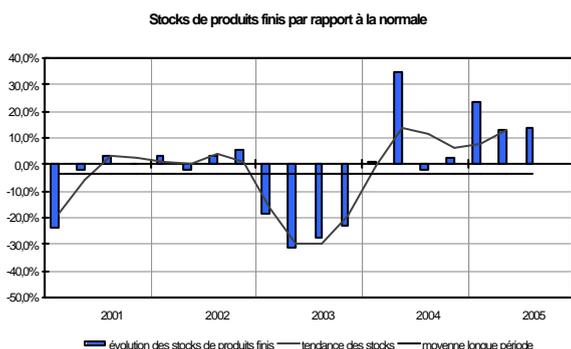
Augmentation
Diminution



Amélioration
Dégradation



Supérieurs
Inférieurs



Supérieurs
Inférieurs

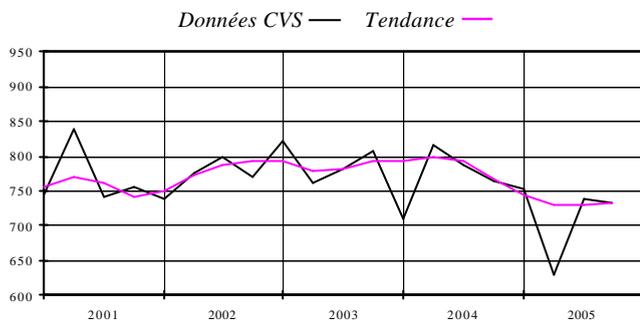
Selon une majorité des dirigeants du secteur interrogés, l'activité aurait légèrement diminué au cours du troisième trimestre 2005, en particulier dans le secteur saisonnier de l'aquaculture.

Les charges d'exploitation auraient poursuivi leur dégradation en dépit d'une réduction des effectifs sur le trimestre écoulé. Dans un contexte de baisse des prix de vente et d'allongement des délais de règlement, les situations de trésorerie auraient continué à se dégrader.

D'autre part, les prévisions établies par les professionnels du secteur feraient état d'une reprise de l'activité pour le dernier trimestre 2005, notamment dans le secteur de l'aquaculture. Dans ce contexte, les charges d'exploitation resteraient légèrement dégradées, en relation avec une hausse des effectifs prévue. Enfin, les situations de trésorerie s'amélioreraient face à une augmentation des prix et à une réduction des délais de règlement.

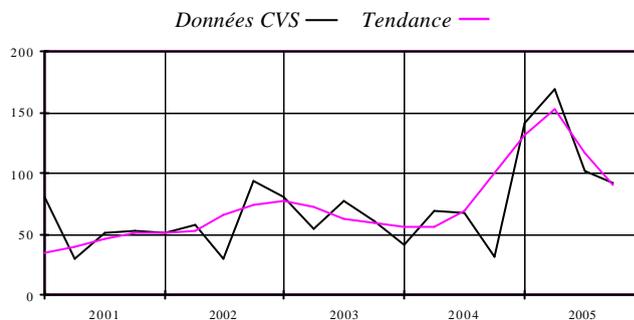
La filière bovine

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

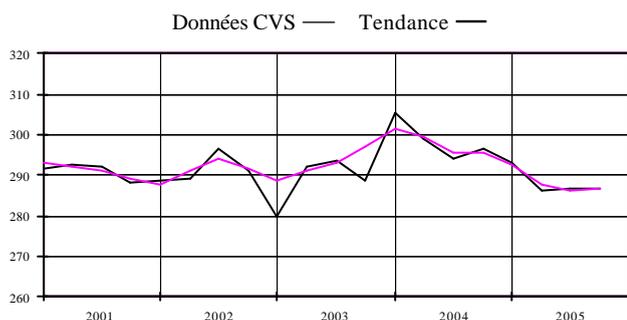
Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes-Isee

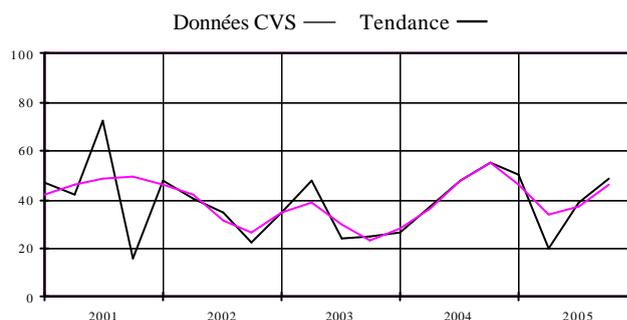
La filière porcine

Abattages de viande porcine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

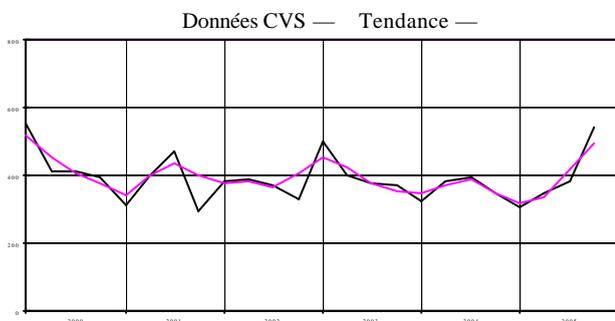


Source : Service des Douanes-Isee

La filière aquacole

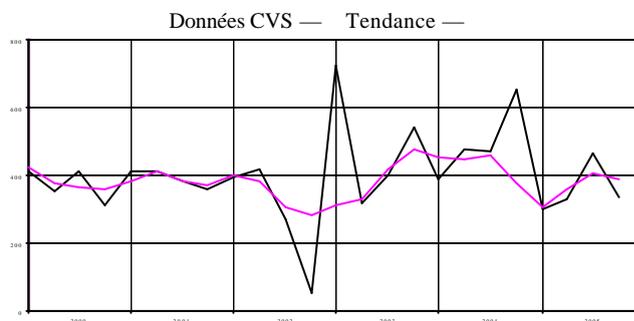
Ventes de crevettes (en tonnes)

Ventes locales et exportations



Source : SOPAC

Production de crevettes (en tonnes)



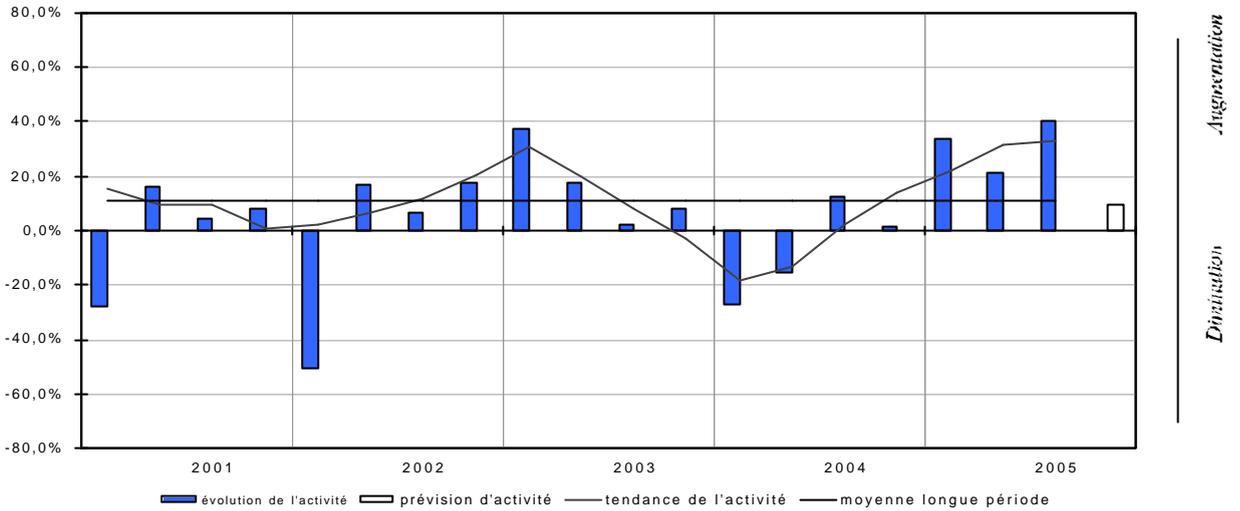
Source : SOPAC

Les importations de viande bovine en tonnes reculent de 12,3 %, alors que les importations de viande porcine progressent de 17,1 % en volume sur le troisième trimestre 2005. En parallèle, les abattages de viande augmentent de 26,1 % pour la viande bovine et de 3,1 % pour la viande porcine par rapport au trimestre précédent. D'autre part, la production de crevettes s'est fortement réduite entre le deuxième et le troisième trimestre 2005 (- 86,1 %) en raison de la saisonnalité de l'activité (fin de la saison). Parallèlement, les ventes de crevettes ont augmenté de 7,4 % par rapport au trimestre précédent.

2-2 Industries agro-alimentaires

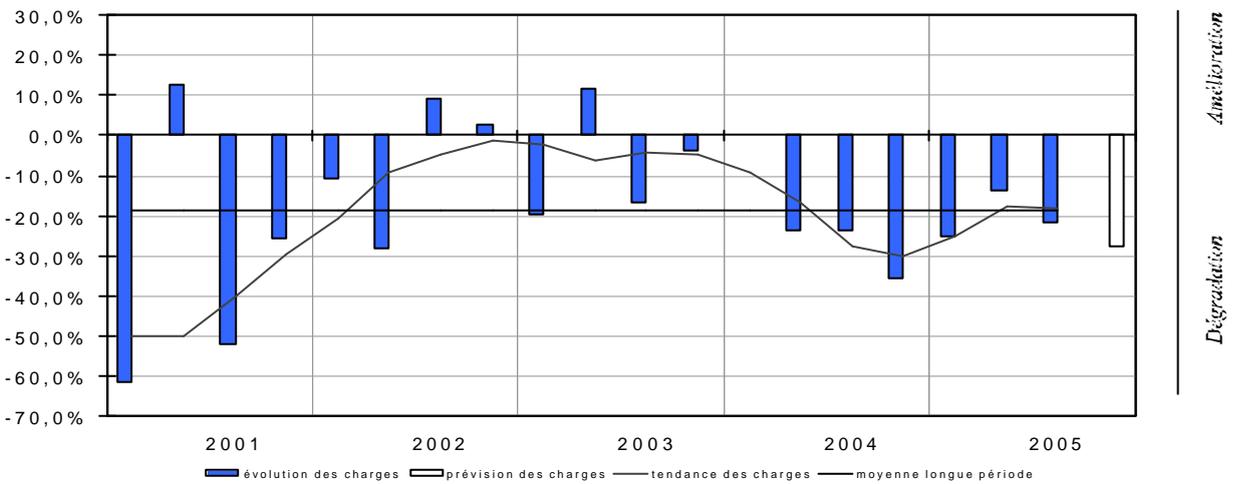
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires »¹ au 30 septembre 2005

ACTIVITE



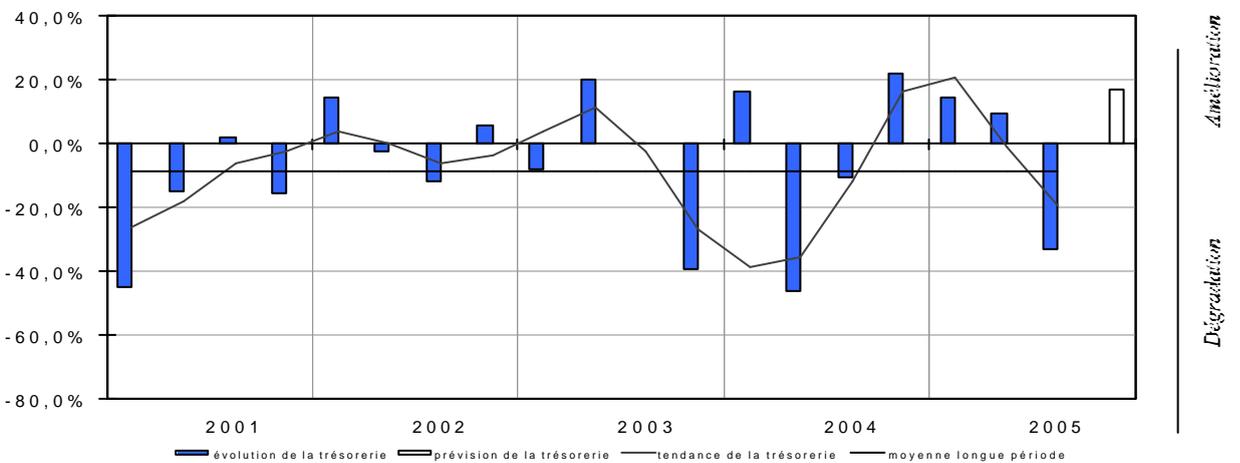
Augmentation
Diminution

CHARGES



Amélioration
Dégradation

TRESORERIE

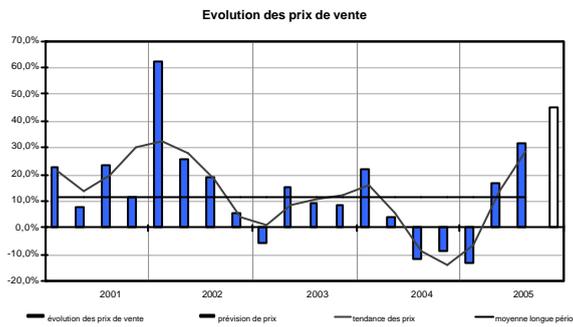


Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 14 entreprises (585 salariés) du secteur agro-alimentaire pour 10 réponses (474 salariés).

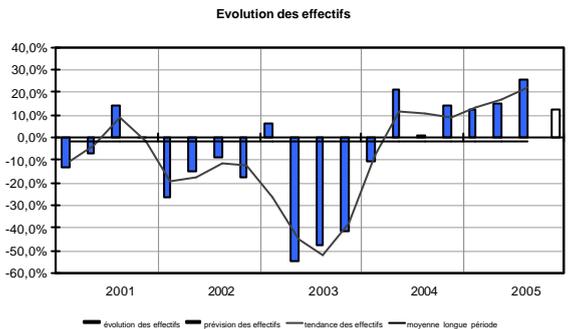
2.2-Industries agro-alimentaires



Augmentation
Diminution

Conformément aux prévisions optimistes formulées par les chefs d'entreprises du secteur agro-alimentaire lors du trimestre précédent, l'activité du secteur afficherait une nette augmentation sur le troisième trimestre 2005.

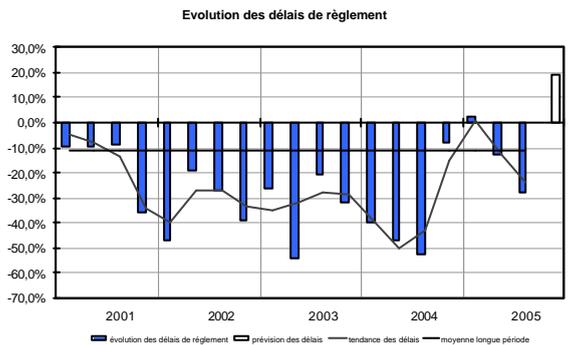
Dans un contexte de hausse des effectifs et de l'activité, les charges d'exploitation se seraient accrues au cours du trimestre. D'autre part, face à un allongement des délais de règlement de la clientèle, les situations de trésorerie se seraient détériorées.



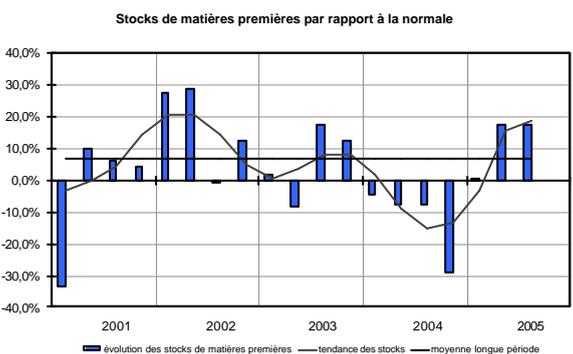
Augmentation
Diminution

Les stocks de matières premières et de produits finis seraient jugés supérieurs à la normale sur le troisième trimestre 2005.

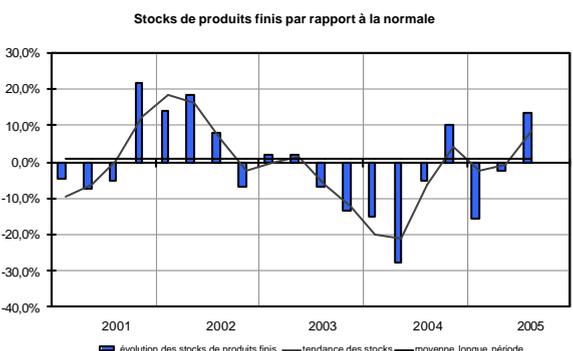
Pour le prochain trimestre, les dirigeants du secteur prévoiraient une légère hausse de l'activité. Les charges s'alourdiraient avec la hausse des effectifs. Enfin, les situations de trésorerie devraient s'améliorer en raison notamment de la hausse des prix de vente et de la réduction des délais de règlement.



Amélioration
Dégradation



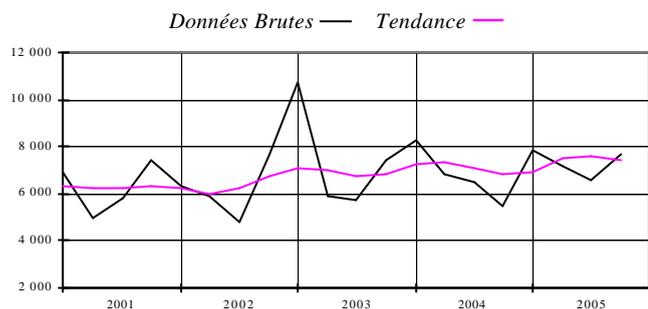
Supérieurs
Inférieurs



Supérieurs
Inférieurs

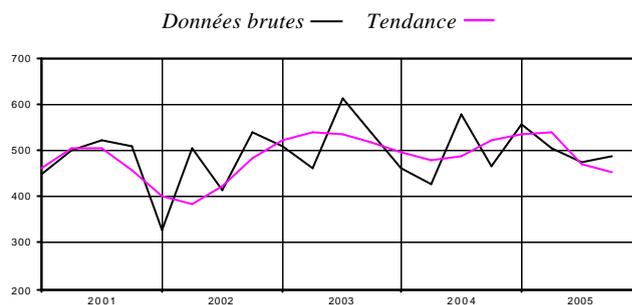
2.2-Industries agro-alimentaires

Importations de céréales (en tonnes) (y compris alimentation animale)



Sources : Services des Douanes, ISEE

Importations de lait en poudre (en tonnes)



Sources : Services des Douanes, ISEE

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

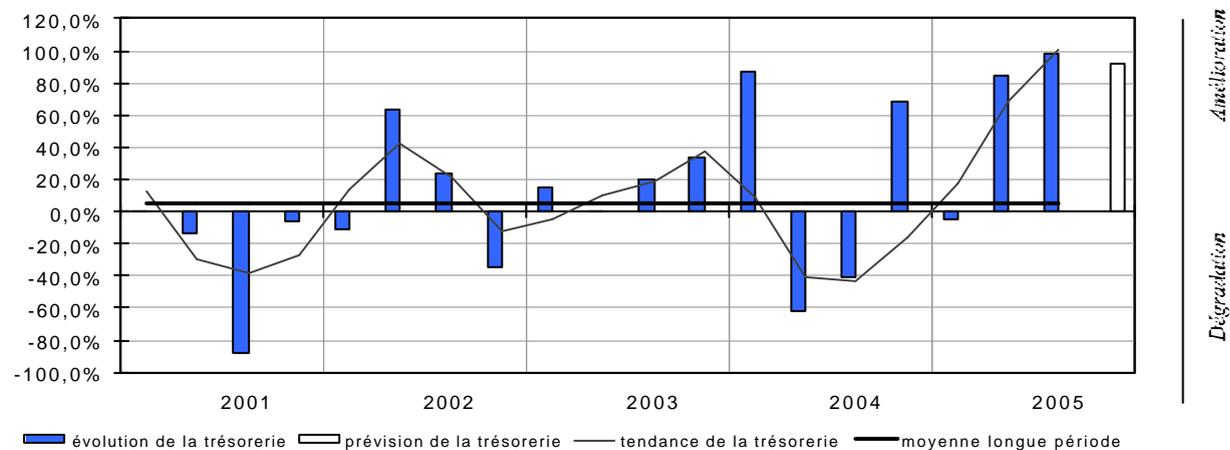
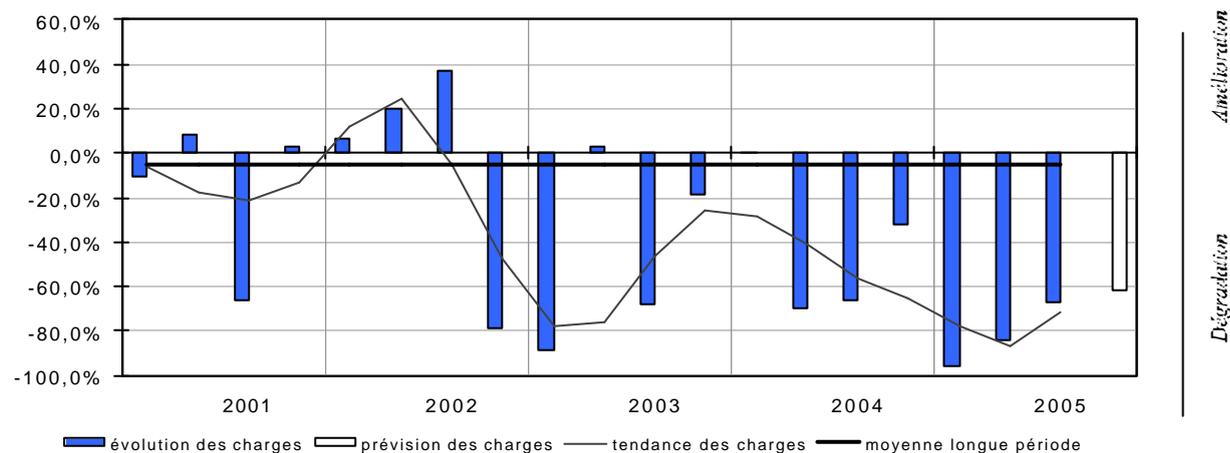
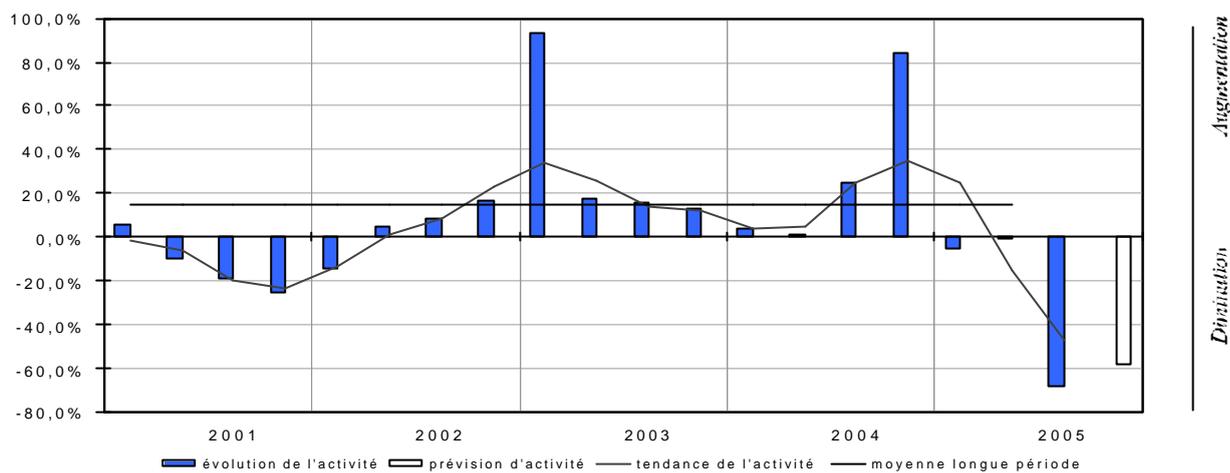
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
Céréales (en tonnes)	6 568	7 636	+ 16,3%
Lait en poudre (en tonnes)	476	489	+ 2,8%

18 807	21 395	+ 13,8%
1 467	1 467	- 0,1%

Sources : Service des Douanes, ISEE

2-3 Industries minières et métallurgiques

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie »¹ au 30 septembre 2005



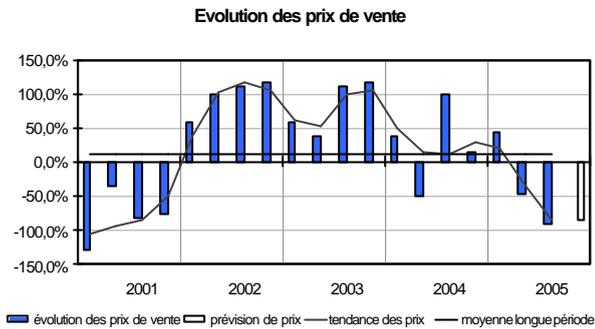
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises (2 985 salariés) des « mines et de la métallurgie » pour 11 réponses (2 832 salariés).

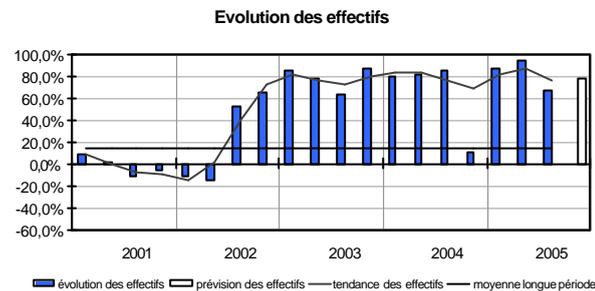
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE

Augmentation
Diminution
Amélioration
Dégradation
Amélioration
Dégradation

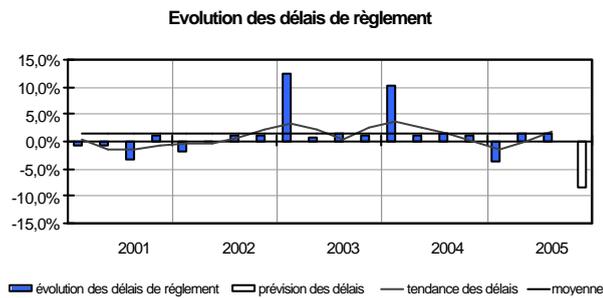
2.3-Industries minières et métallurgiques



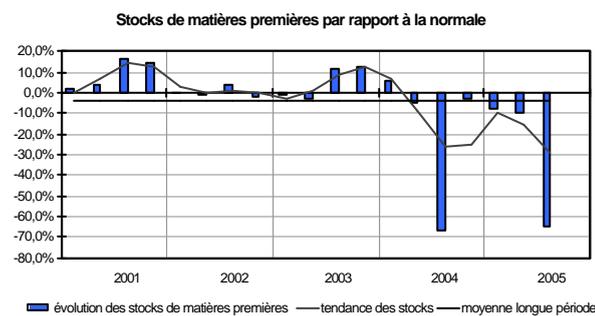
Augmentation
Diminution



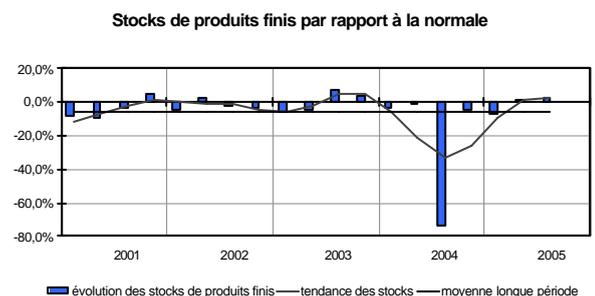
Augmentation
Diminution



Amélioration
Dégradation



Supérieurs
Inférieurs



Augmentation
Diminution

Selon une majorité des professionnels du secteur, l'activité se serait dégradée au cours du troisième trimestre 2005. Ce constat s'explique notamment par la baisse conjointe de l'extraction du nickel et des exportations de minerais sur le trimestre considéré (respectivement - 9,2 % et - 22,0 % par rapport au trimestre précédent). Ces évolutions sont liées aux conflits sociaux qui ont perturbé l'activité des sites miniers depuis le début du second semestre. Par ailleurs le début de la dégradation du climat social au sein de la SLN au mois de septembre a pesé sur l'opinion des chefs d'entreprises. En parallèle, la production et l'exportation de métal ont augmenté sur le troisième trimestre (respectivement + 2,9 % et + 23,6 %).

Les charges d'exploitation auraient continué à s'alourdir sous l'effet d'une nouvelle hausse des effectifs. Les situations de trésorerie auraient poursuivi leur amélioration en dépit d'un recul des prix de vente. D'autre part, les délais de règlement de la clientèle se seraient légèrement améliorés au cours du trimestre passé.

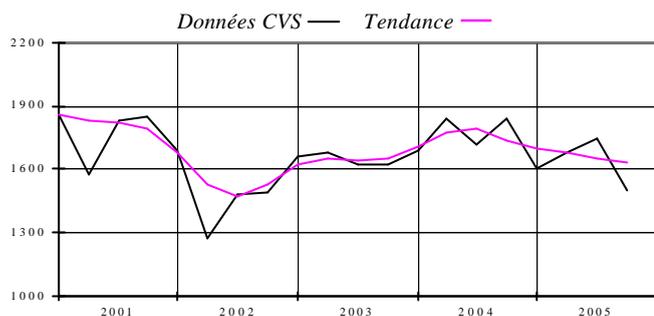
Selon les chefs d'entreprises interrogés, les stocks de matières premières seraient jugés largement inférieurs à la normale, alors que les stocks de produits finis seraient légèrement supérieurs à la normale sur le troisième trimestre 2005.

Concernant les perspectives, une majorité des dirigeants du secteur prévoirait un nouveau recul de l'activité sur le quatrième trimestre 2005, accompagné d'un alourdissement des charges. Ce pessimisme reflète les problèmes sociaux actuels.

La direction de la Société Le Nickel et la Confédération Syndicale des Travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC) qui bloquait l'entreprise depuis près de trois semaines, ont signé un accord de fin de conflit le vendredi 2005. La perte de chiffre d'affaires pour la SLN durant ce conflit serait de l'ordre de 4 à 5 milliards de F CFP.

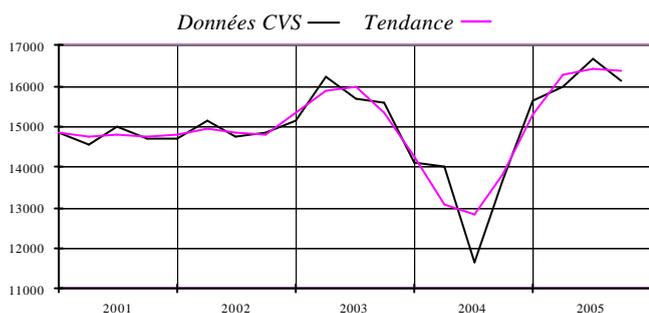
2.3-Industries minières et métallurgiques

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

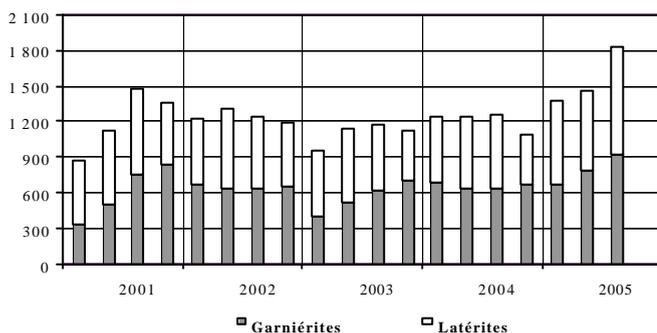
Production de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

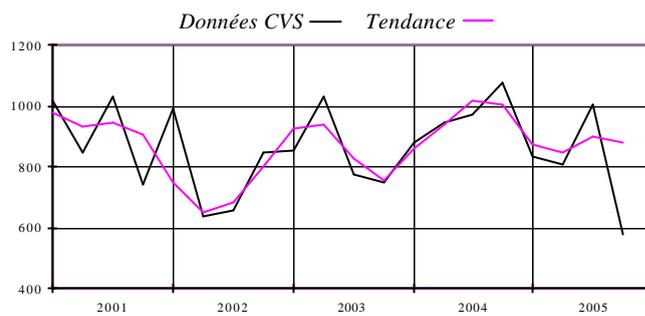
Stock de minerai en bord de mer

(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



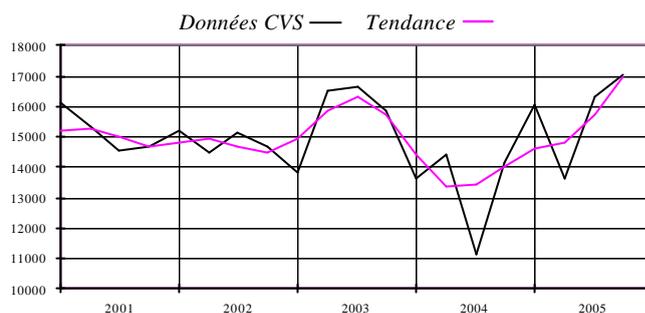
Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

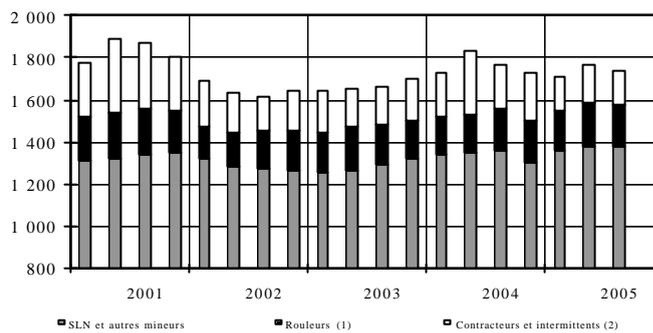
Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

Emploi sur mines

(en nombre)



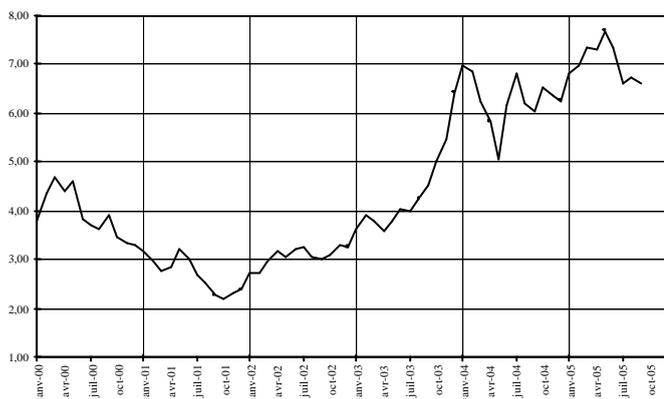
Source : Service des Mines

Au cours du troisième trimestre 2005, le marché mondial du nickel est resté tendu dans un contexte d'offre mondiale déficitaire. En effet, les réserves officielles au London Metal Exchange (LME) en légère hausse à 10 704 tonnes le 16 septembre 2005 ne représentent que quatre semaines de consommation mondiale. Les experts prévoient un déficit de l'ordre de 15 000 tonnes pour 2005. Sur le troisième trimestre 2005 les cours du nickel au LME sont en recul de 10,7 % par rapport au deuxième trimestre 2005 (à 6,65 USD/lb contre 7,44 % USD/lb au trimestre précédent). Ramené en F CFP, le prix moyen de la livre de nickel a diminué de 7,86 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2005.

En Nouvelle-Calédonie, les installations de stockage et de chargement du projet « Bord de mer » du centre minier de Tiébaghi de la SLN ont été inaugurées le 26 août 2005. C'est dans le cadre du projet 75 000 tonnes de la SLN que la construction de ce convoyeur long de 1 500 mètres, confiée à la société Barclay Mowlem, avait débuté fin 2003. Parallèlement, les travaux sur la laverie devraient être lancés pour la rendre opérationnelle fin 2006. L'objectif de la SLN de produire « 75 000 tonnes » de nickel par an pourrait être envisagé en 2007. Dans le cadre du projet métallurgique de Koniambo, partenariat entre la Province Nord, par l'intermédiaire de sa filiale la SMSP et l'industriel Falconbridge, l'Etat français a transmis fin octobre aux intéressés une nouvelle proposition de soutien financier (assortie de conditions) qui a été rejetée par les intéressés. Enfin, le leader canadien du nickel Inco a annoncé le mardi 11 octobre son offre publique d'achat amicale sur son concurrent national Falconbridge. Approuvée par les conseils d'administration des deux groupes, l'offre de rachat, qui arrivera à son terme au cours du premier trimestre 2006 serait évaluée à 12,8 milliards de dollars canadiens créant ainsi le n°1 mondial du nickel. Le projet de fusion des deux sociétés canadiennes est soumis à l'approbation d'au moins 66 % des actionnaires de Falconbridge et devra être examiné par les autorités compétentes en matière de droit à la concurrence au Canada, aux Etats-Unis et en Europe.

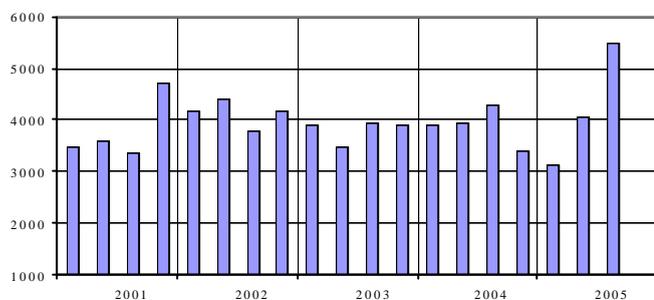
2.3-Industries minières et métallurgiques

Prix du minerai de nickel au LME en moyenne mensuelle (En USD la livre)



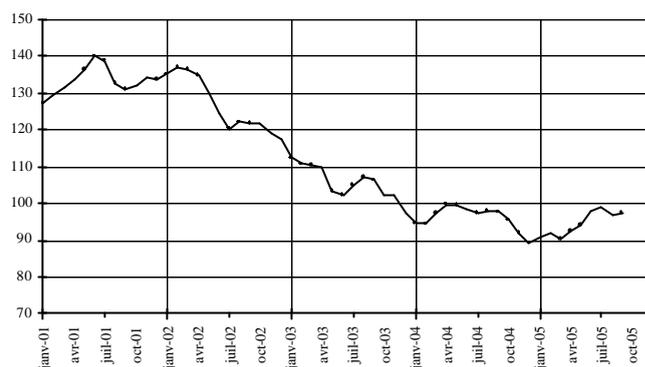
Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »¹
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)
Données Brutes



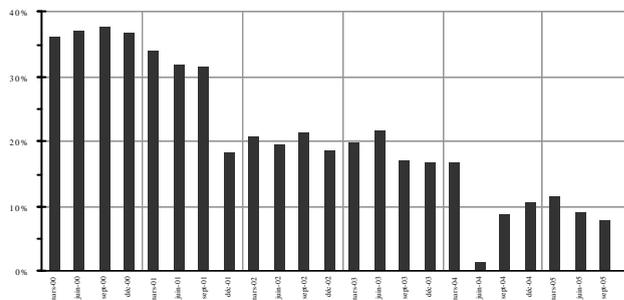
Source : IEOM

Cours du dollar US / F CFP
(moyenne mensuelle)



Source : Service des Mines

Secteur « Mines et métallurgie »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variation (2) / (1)
---------------------	---------------------	------------------------

Prix moyen 2004	Prix moyen 2005	Variation 2005/2004
--------------------	--------------------	------------------------

Prix du minerai de nickel (Source : Service des Mines)		
London Metal Exchange (cours moyen en USD la livre au comptant)	7,44	6,65 - 10,7%

6,18	7,24	17,2%
------	------	-------

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)			
Production : en milliers de tonnes humides (1)	1 814	1 647	- 9,2%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	922	719	- 22,0%
Part de la production exportée (2)/(1)	50,8%	43,7%	- 7,2 pts
Valeur FAB des exportations (p) (en millions de F CFP)	3 988	3 969	- 0,5%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	4 325	5 520	+ 27,6%
METALLURGIE (Source : Service des Mines)			
Production (en tonnes de nickel contenu)	15 827	16 287	+ 2,9%
Mattes	1 198	4 204	ns
Ferronickels	14 629	12 083	- 17,4%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	14 526	17 959	+ 23,6%
Mattes	1 476	3 956	ns
Ferronickels	13 050	14 003	+ 7,3%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	19 102	24 224	+ 26,8%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
	juin-05	sept-05	Variation
Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP)	4 071	4 718	+ 15,9%

5 345	4 874	- 8,8%
2 896	2 291	- 20,9%
54,2%	47,0%	- 7,3 pts
12 071	11 245	- 6,8%
12 518	14 904	+ 19,1%
38 727	47 912	+ 23,7%
8 598	9 478	+ 10,2%
30 129	38 434	+ 27,6%
39 178	46 150	+ 17,8%
8 396	8 951	+ 6,6%
30 782	37 199	+ 20,8%
51 739	59 724	+ 15,4%
Variation		
sent. 04	sent. 05	
4 287	4 718	+ 10,1%

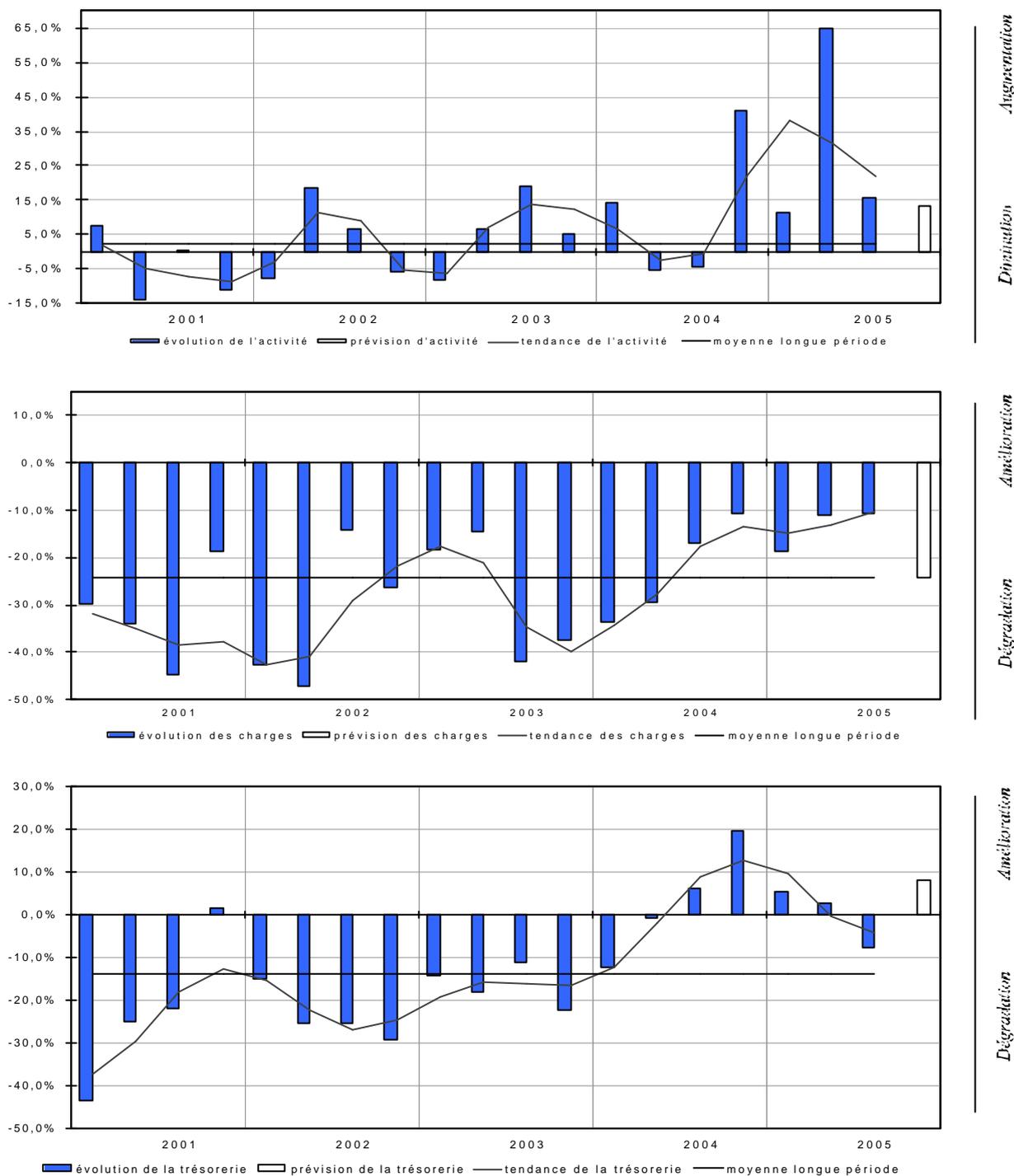
Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-4 Industries diverses

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses »¹ au 30 septembre 2005

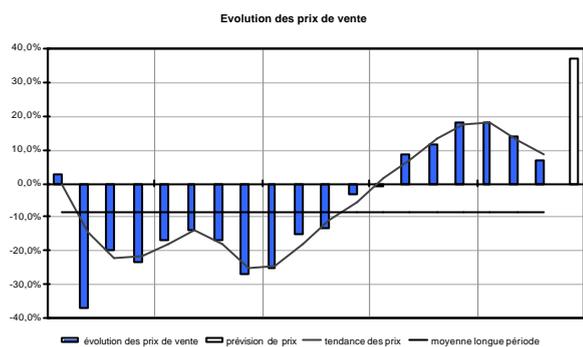
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

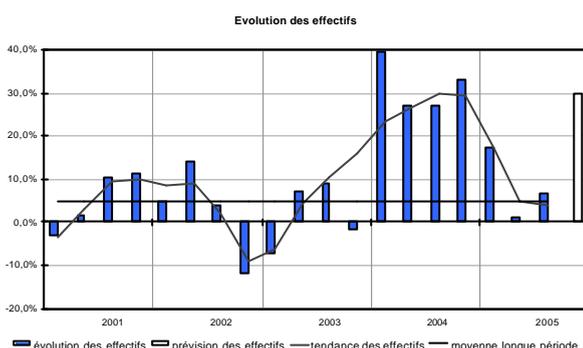
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises (1 089 salariés) du secteur industriel (hors industrie agro-alimentaire, industrie minière et métallurgique) pour 26 réponses (1 007 salariés). Les entreprises représentées sont répertoriées selon les codes NAF suivants : « 17 Industrie textile », « 19 Industrie du cuir et de la chaussure », « 22 Edition, imprimerie, reproduction », « 24 Industrie chimique », « 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques », « 26 fabrication d'autres produits minéraux non métalliques », « 273 E Profilage », « 36 Fabrication de meubles », « 451 D Forages et sondages », « 452 T Levage, montage », « 453 A Travaux d'installation électrique », « 454 D Menuiserie métallique », « 454 J Peinture ».

2.4-Industries diverses



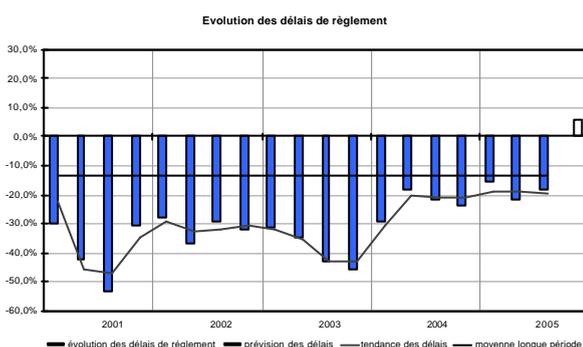
Diminution Augmentation

Selon l'opinion des industriels interrogés (hors secteur agroalimentaire et secteur minier et métallurgique), l'activité aurait poursuivi son augmentation au cours du troisième trimestre 2005. Les charges d'exploitation seraient restées légèrement dégradées, notamment en raison d'une hausse des effectifs. Par ailleurs, dans un contexte d'allongement des délais de règlement, les situations de trésorerie se seraient dégradées.

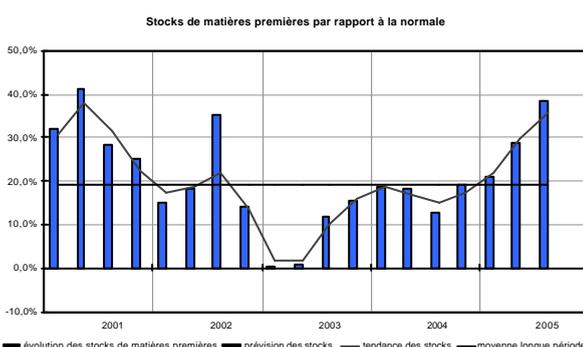


Diminution Augmentation

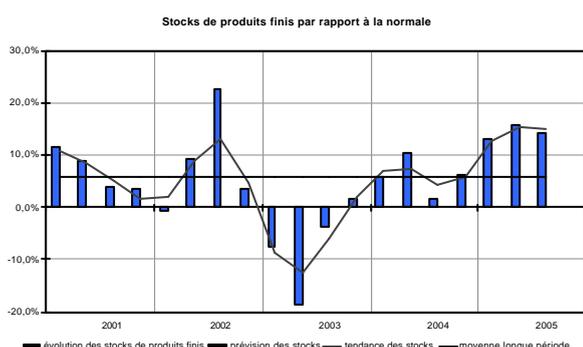
Concernant les perspectives, les dirigeants du secteur prévoient une nouvelle hausse de l'activité au cours du quatrième trimestre 2005. Les charges d'exploitations resteraient dégradées face à une hausse des effectifs prévue. Enfin, la hausse des prix de vente et la réduction des délais de règlement contribueraient à l'amélioration des situations de trésorerie.



Amélioration Dégradation



Supérieurs Inférieurs

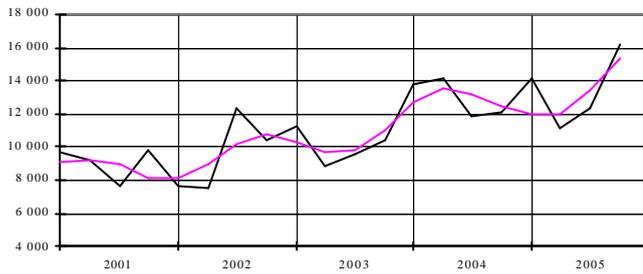


Diminution Augmentation

2.4-Industries diverses

Importations de métaux (en tonnes)

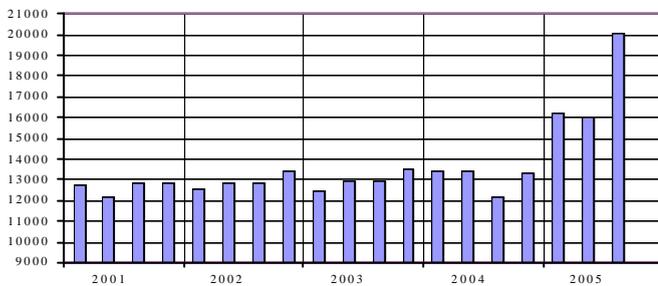
Données brutes — Tendence



Sources : Service des douanes, ISEE

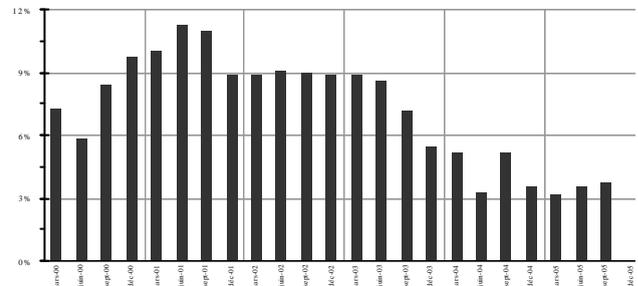
Secteur « Industries diverses »¹ (hors mines et métallurgie)
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Industries diverses » (Hors mines)
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variation (2) / (1)
INDUSTRIES DIVERSES			
Importations de métaux (en millions de F CFP)	1 810	2 375	+ 31,2%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	15 977	17 026	+ 6,6%

Sources : Service des Douanes, IEOM

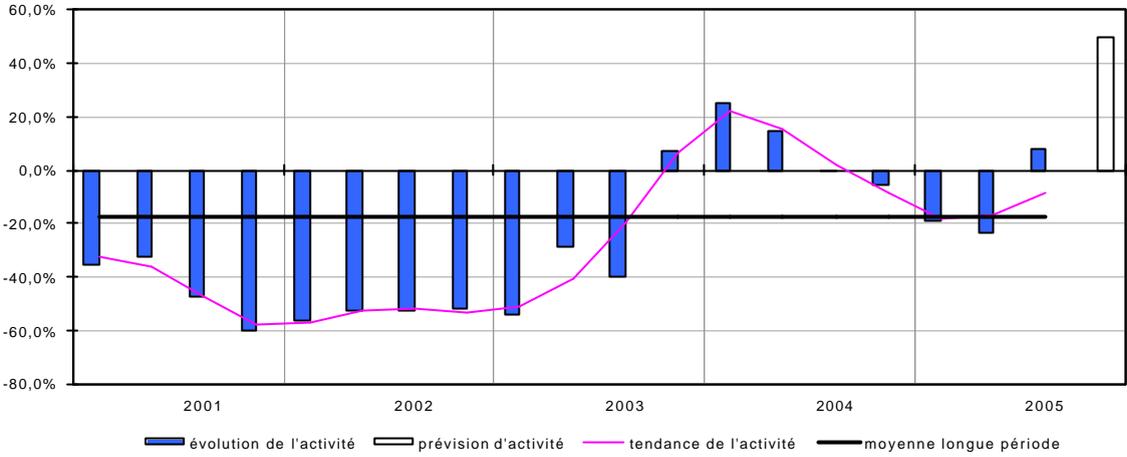
Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
5 144	5 966	+ 16,0%
sent. 04	sent. 05	Variation
12 149	17 026	+ 40,1%

¹ L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

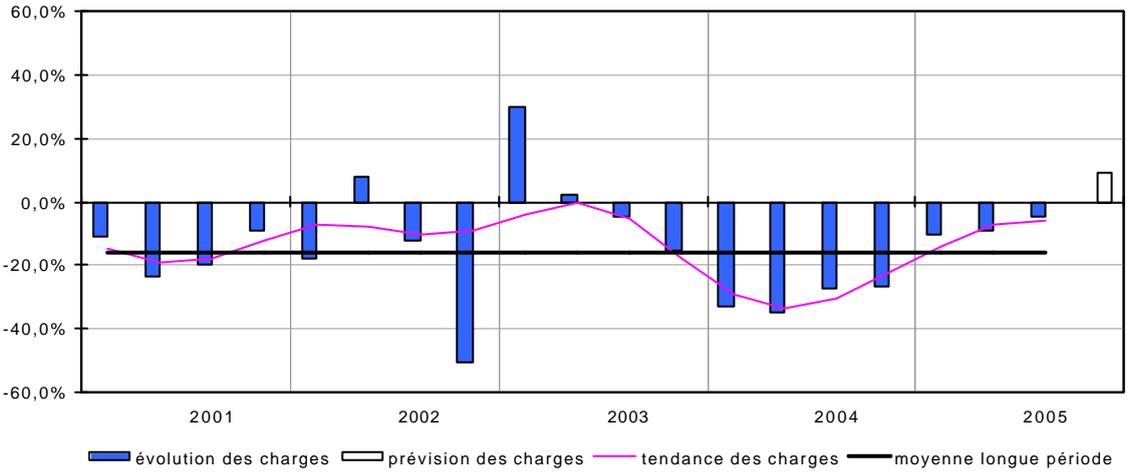
2-5 Bâtiment et Travaux publics

**Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics »¹
au 30 septembre 2005**

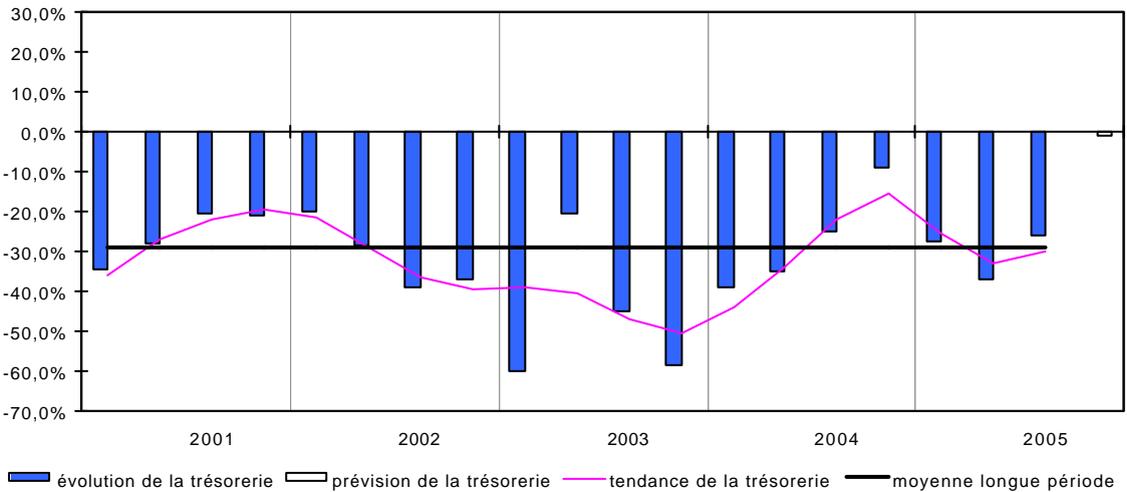
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



Augmentation
Diminution



Amélioration
Dégradation

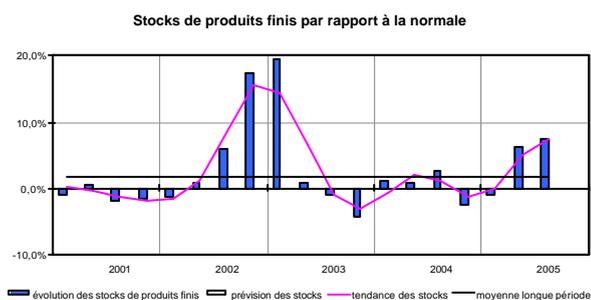
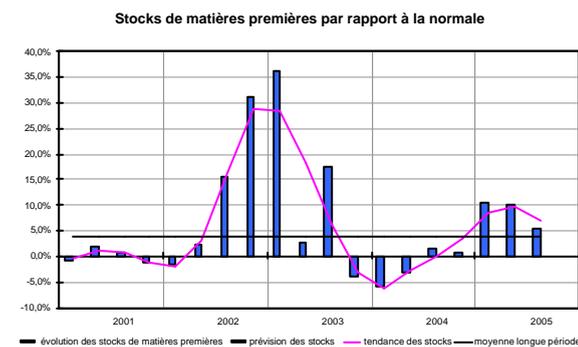
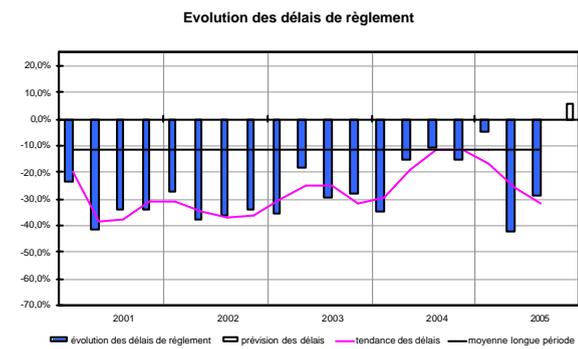
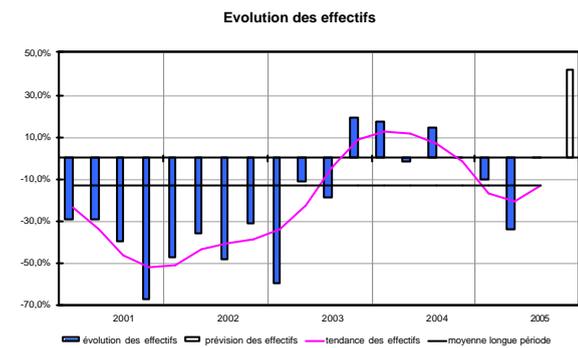
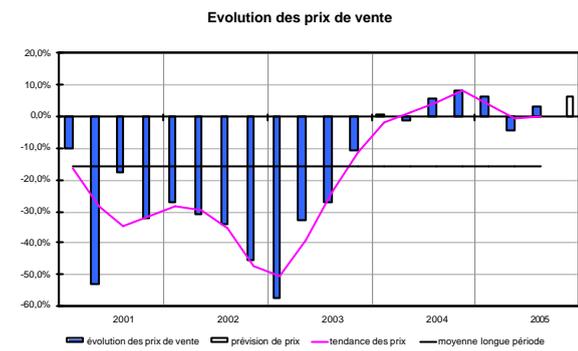


Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 48 entreprises (2 309 salariés) du secteur du BTP pour 35 réponses (1 722 salariés).

2.5-Bâtiment et travaux publics



Diminution
Augmentation

Diminution
Augmentation

Amélioration

Dégradation

Supérieurs

Inférieurs

Supérieurs

Inférieurs

Confirment les prévisions optimistes formulées lors du trimestre précédent par les chefs d'entreprises du secteur du BTP, l'activité se serait redressée au cours du troisième trimestre 2005. Cette tendance à l'amélioration reflète principalement l'opinion des dirigeants du sous-secteur du bâtiment.

Les charges d'exploitation seraient légèrement dégradées mais se rapprocheraient de l'équilibre face à une stabilisation des effectifs. Dans un contexte d'allongement des délais de règlement, les situations de trésorerie poursuivraient leur dégradation. Les prix de vente, pour leur part, seraient jugés à la hausse.

Concernant le quatrième trimestre 2005, les prévisions d'activité formulées par les dirigeants du secteur sont largement optimistes.

Nombre de constructions à usage d'habitation

(en nombre)

Constructions autorisées (données CVS) —

Constructions achevées (données CVS) —



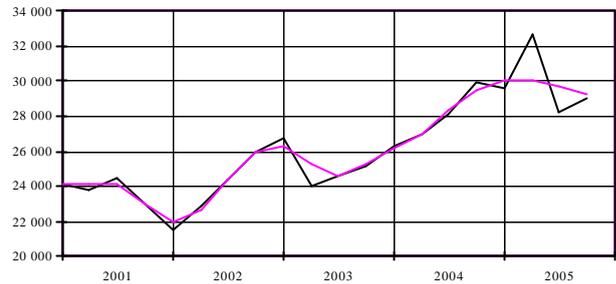
Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et Direction de l'Aménagement de la Province Nord

Ventes de ciment

(en tonnes)

Données CVS —

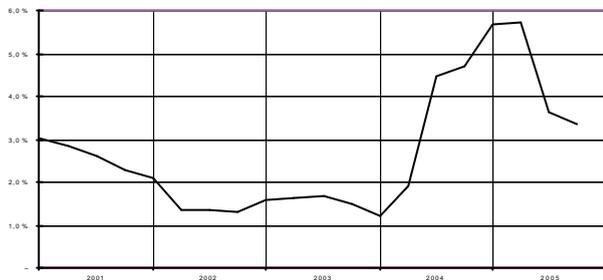
Tendance —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie) anciennement « Ciments de Numbo »

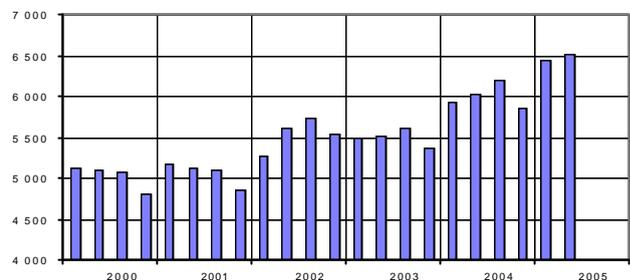
Index B.T. 21

— Glissement annuel (en %)



Source : ISEE

Effectifs du BTP¹ (en nombre)

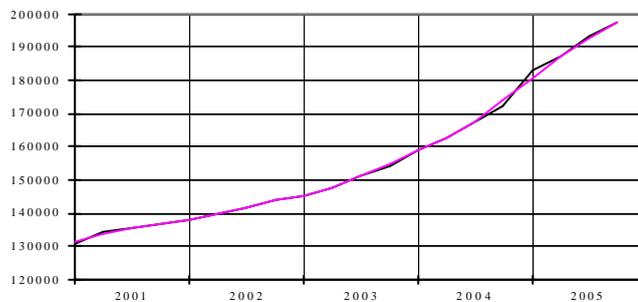


Source : Direction du Travail

Encours bancaires des crédits à l'habitat

(toutes zones en millions de F CFP)

Données CVS — Tendance —

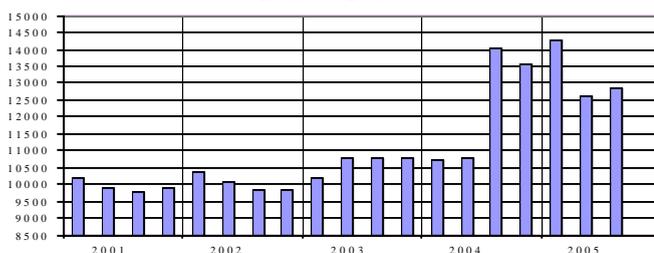


Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »²

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

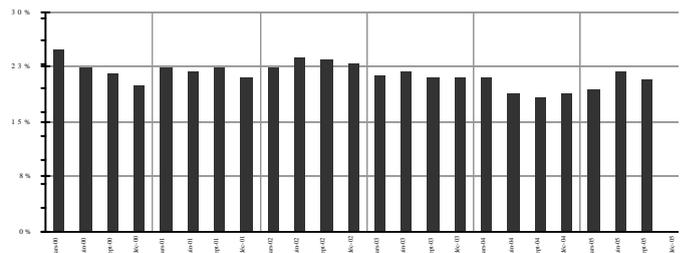
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

¹ Le chiffre du troisième trimestre 2005 n'est pas encore disponible.

² L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2.5-Bâtiment et travaux publics

	2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)	Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (<i>stock en fin de période</i>)	6 511	nd	nd	////////	////////	////////
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Constructions à usage d'habitation autorisées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>)	261	296	+ 13,4%	694	754	+ 8,6%
Constructions à usage d'habitation achevées en Province Sud et en Province Nord (<i>en nombre</i>)	119	107	- 10,1%	315	342	+ 8,6%
Ventes de ciment (<i>en tonnes</i>)	26 999	31 150	+ 15,4%	84 415	89 020	+ 5,5%
Importations maritimes de matériaux de construction (<i>en tonnes</i>) :						
. Ciment	3 587	87	ns	456	3 718	ns
. Clinker	33 000	13 628	- 58,7%	73 489	63 429	- 13,7%
CONDITIONS DE FINANCEMENT (Source : IEOM)						
	juin-05	sept-05	Variation	sept- 04	sept- 05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	12 609	12 824	+ 1,7%	14 049	12 824	- 8,7%
Encours global des crédits à l'habitat (<i>en millions de F CFP</i>) (<i>tous agents confondus</i>)	191 959	196 408	+ 2,3%	171 348	196 408	+ 14,6%

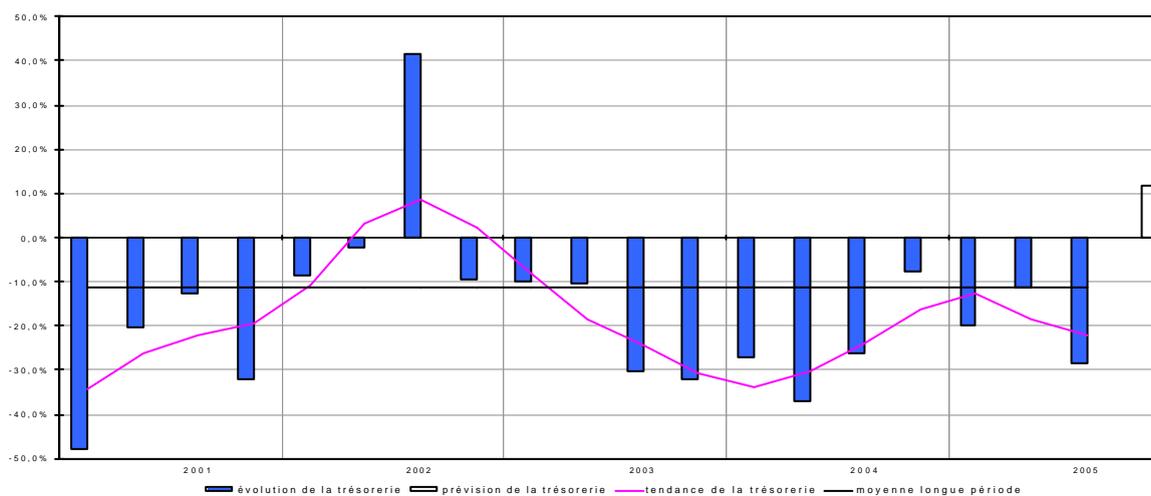
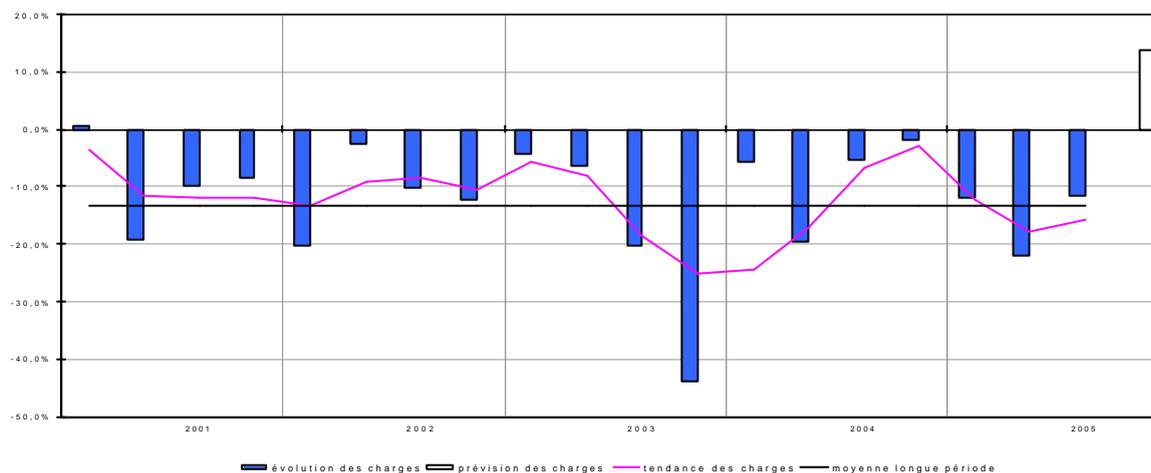
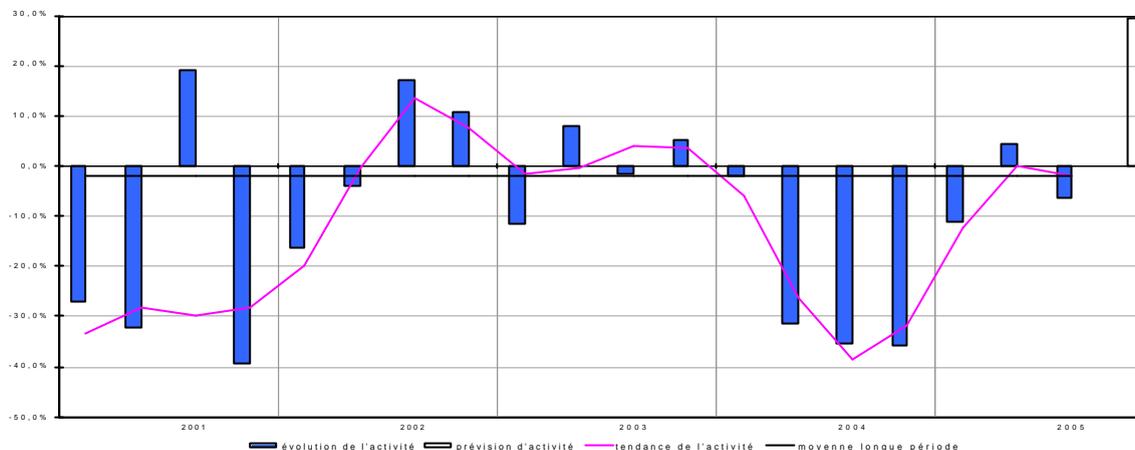
Les indicateurs objectifs du BTP ont évolué à la hausse au cours du troisième trimestre 2005. En effet, la consommation de ciment (ventes de ciment local + importations) est en augmentation par rapport au trimestre précédent (+ 2,1 %). En parallèle, les constructions à usage d'habitation autorisées¹ sont en hausse de 13,4 % par rapport à juin 2005. L'encours bancaire des crédits à l'habitat confirme la bonne tenue du secteur avec + 1,7 % de progression trimestrielle.

¹ A un nombre de constructions à usage d'habitation (autorisées ou achevées) correspond un ou plusieurs logements (autorisés ou achevés) (cf page 13).

2-6 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce »¹ au 30 septembre 2005

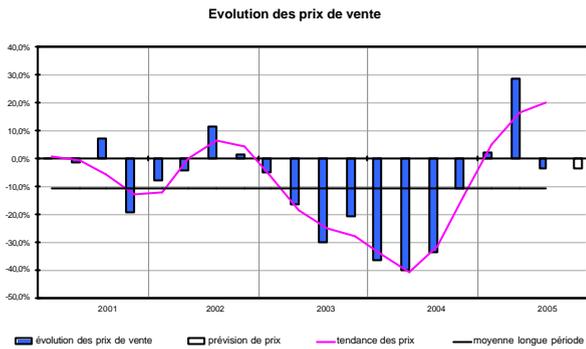
ACTIVITE
CHARGES
TRESORERIE



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

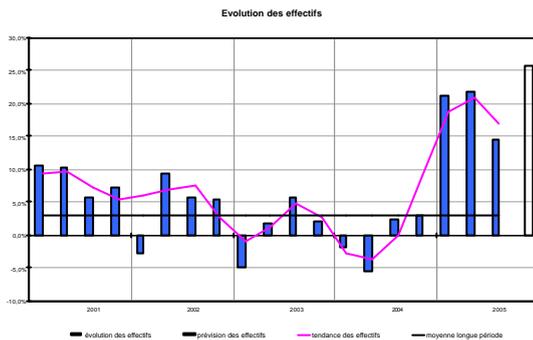
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 54 entreprises (2 142 salariés) du secteur du commerce pour 47 réponses (2 033 salariés). Cet échantillon comprend un sous échantillon du commerce de détail (cf rubrique 2.6.1).

2.6-Commerce



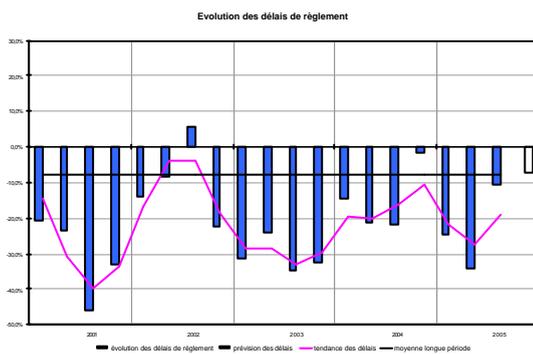
Diminution
Augmentation

Contrairement aux anticipations formulées par les professionnels du secteur au trimestre précédent, l'activité se serait détériorée au cours du troisième trimestre 2005. En liaison avec une hausse des effectifs, les charges se seraient légèrement dégradées. Parallèlement, l'allongement des délais de règlement aurait pesé sur les situations de trésorerie. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la baisse.

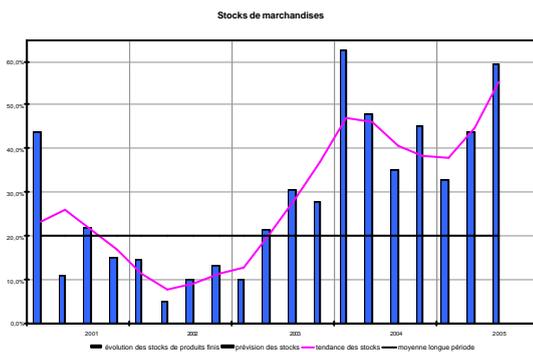


Diminution
Augmentation

Concernant le quatrième trimestre 2005, les commerçants sont optimistes et à l'approche des fêtes de fin d'année prévoient un courant d'affaires en nette amélioration. En dépit d'une hausse importante des effectifs, les charges devraient s'améliorer. Par ailleurs, les situations de trésorerie apparaîtraient favorables dans un contexte de stabilisation des délais de règlement.



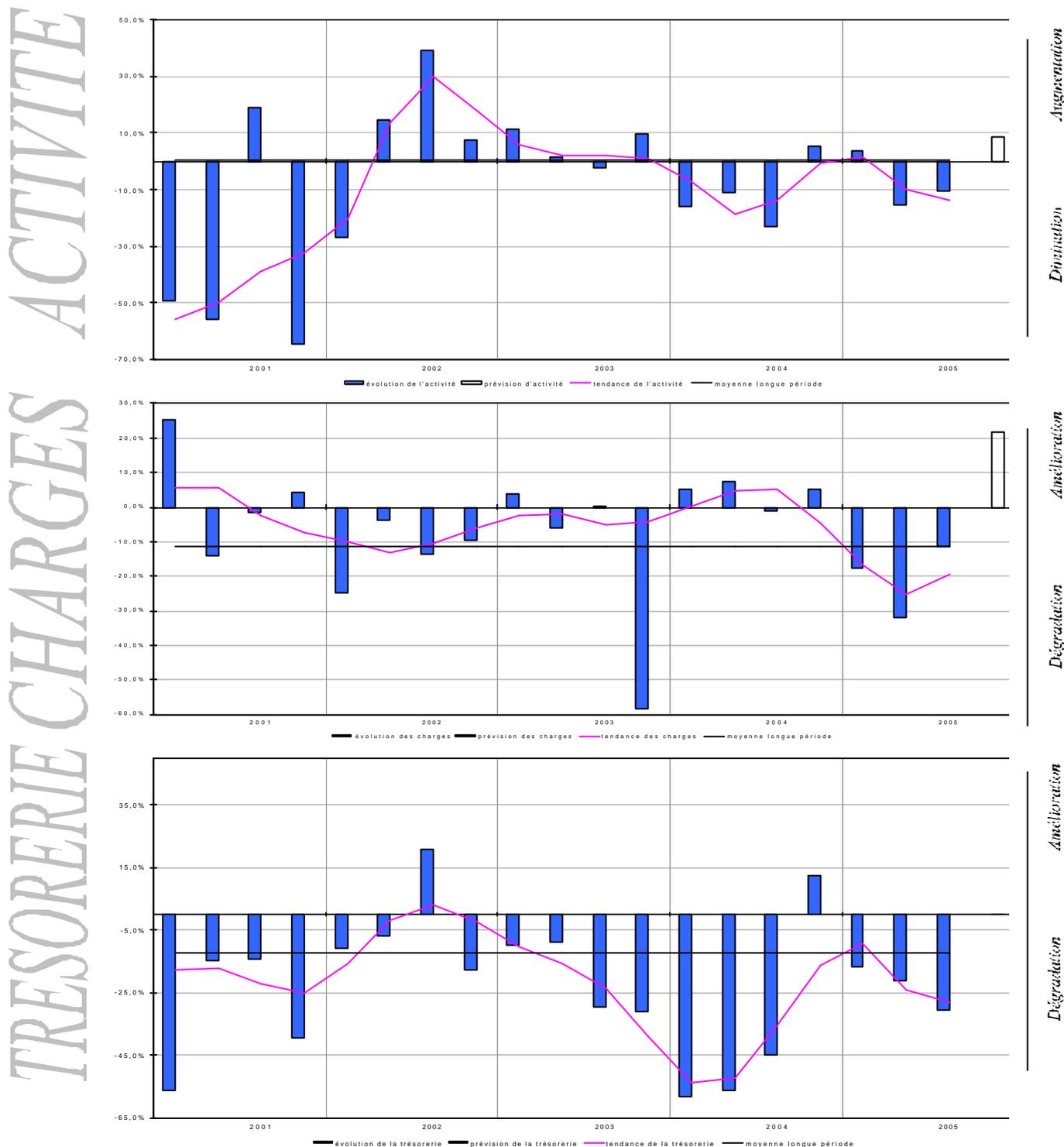
Amélioration
Dégradation



Supérieurs
Inférieurs

2-6.1.Commerce de détail

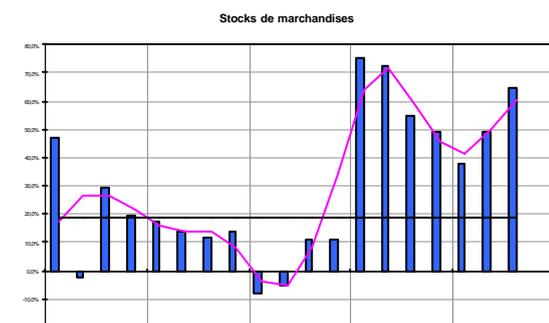
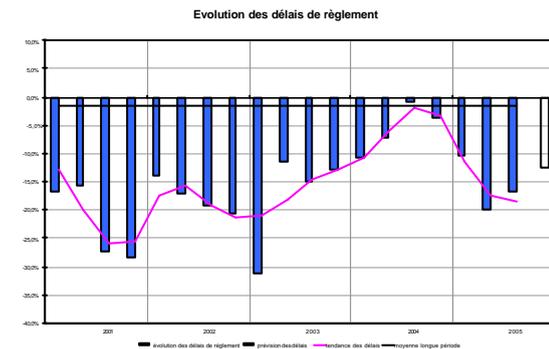
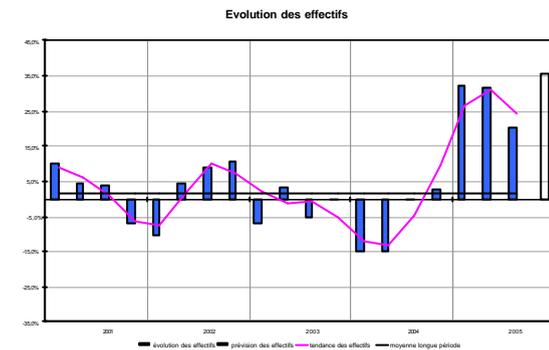
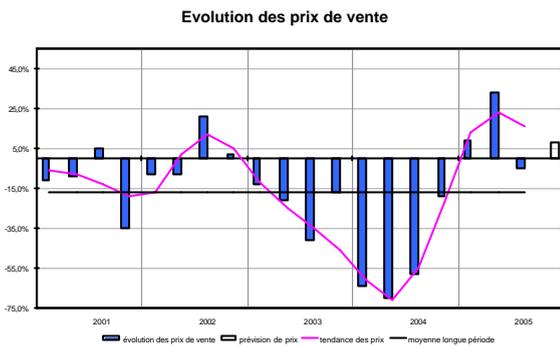
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail »¹ au 30 septembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 42 entreprises (1 539 salariés) du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 35 réponses (1 473 salariés).

2.6.1-Commerce de détail



Augmentation
Diminution

Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail fait état d'une poursuite de la baisse d'activité au troisième trimestre 2005. Ce résultat est principalement le reflet des hypermarchés et supermarchés.

Augmentation
Diminution

Sous l'effet d'une hausse des effectifs, les charges d'exploitation seraient légèrement dégradées. Par ailleurs, l'allongement des délais de règlement aurait pesé sur les situations de trésorerie qui se seraient détériorées. Globalement, les prix de vente auraient été orientés à la baisse (il convient toutefois de noter une hausse des prix des produits alimentaires de 0,7 % entre les mois de juin et septembre 2005 en raison surtout de la hausse du prix du pain et des céréales au mois d'août et une hausse des prix des produits manufacturés de 0,6 % liée à la hausse du prix de l'eau, du gaz, et du tabac, au 1^{er} août 2005).

Amélioration

Pour le quatrième trimestre 2005, les entrepreneurs du secteur prévoient une reprise de l'activité avec notamment la perspective des fêtes de fin d'année. En dépit d'une hausse importante des effectifs, les charges d'exploitation s'amélioreraient. Les situations de trésorerie apparaîtraient quant à elles légèrement favorables dans un contexte de délais de règlement de la clientèle encore tendus. Enfin, les prix de vente seraient globalement orientés à la hausse.

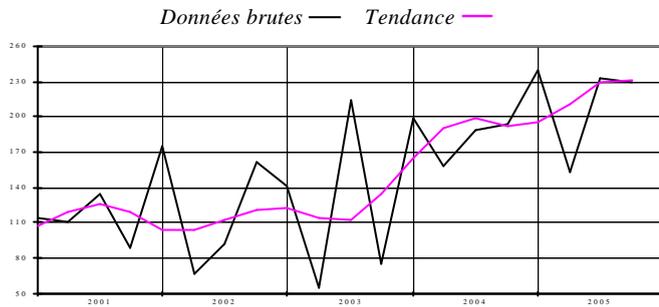
Dégradation

Supérieurs

Inférieurs

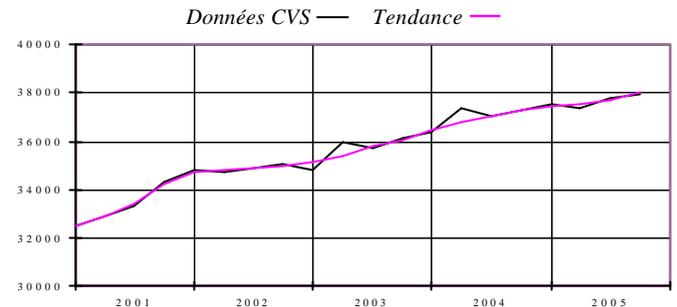
2.6.1-Commerce de détail

Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)

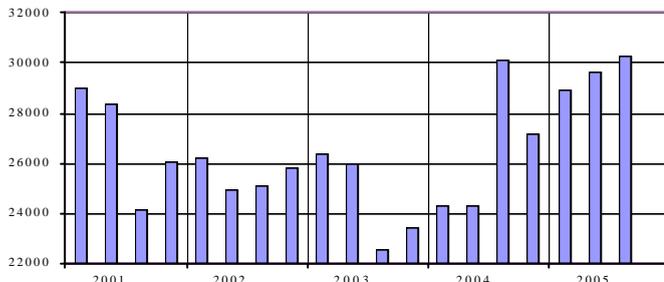


Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)¹

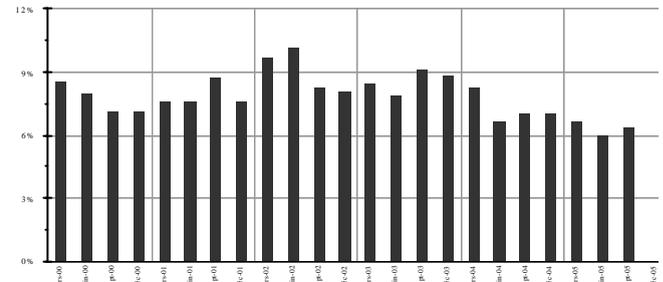
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Commerce »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

COMMERCE			
importations de textiles (en tonnes)	232	229	- 1,4%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
	juin-05	sept-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	29 608	30 276	+ 2,3%

	sent- 04	sent- 05	Variation
	30 079	30 276	+ 0,7%

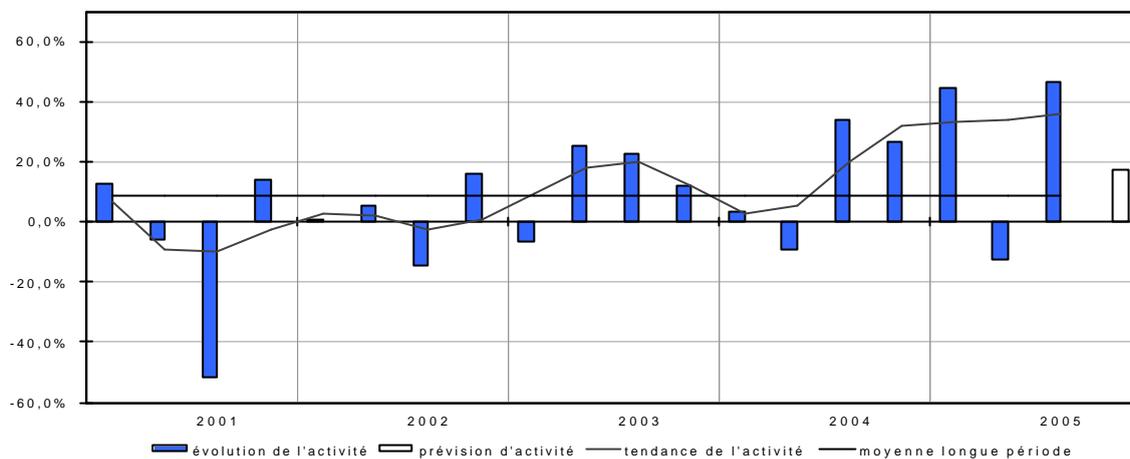
Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

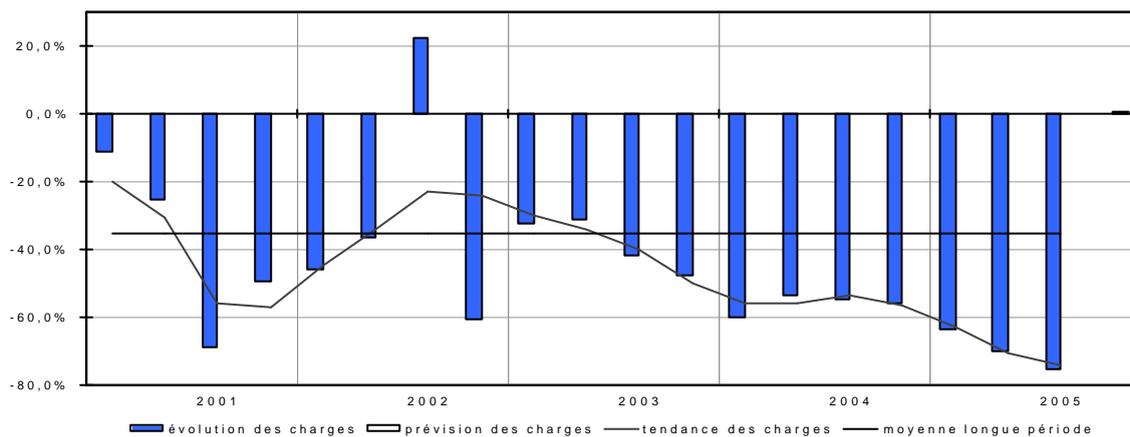
2-7 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme »¹ au 30 septembre 2005

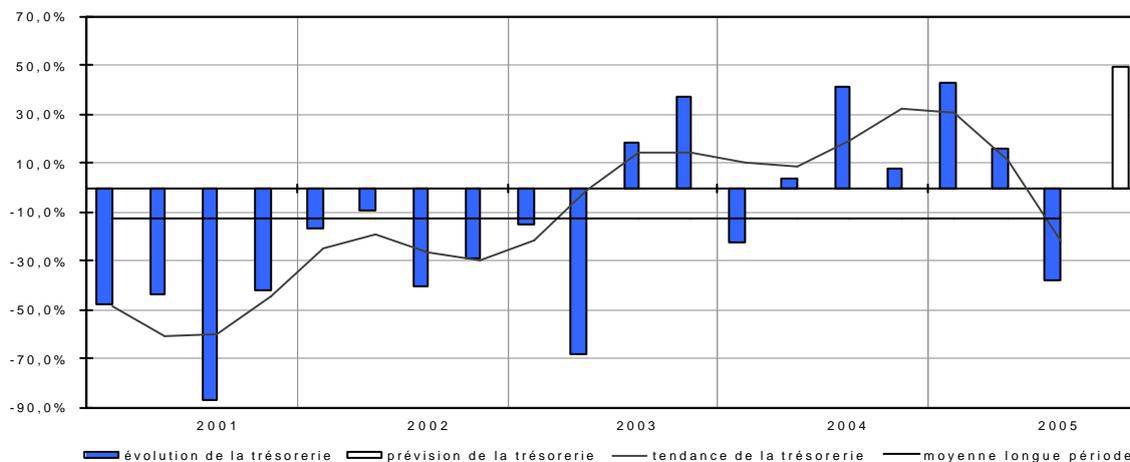
TRESORERIE CHARGES ACTIVITE



Augmentation
Diminution



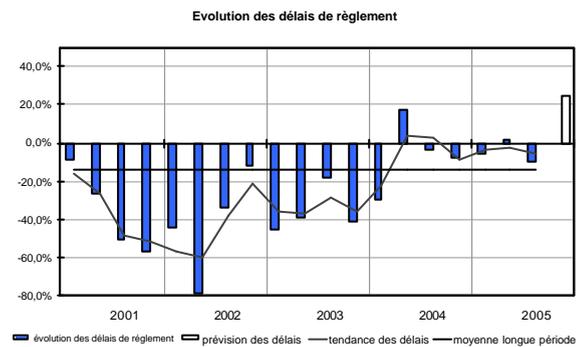
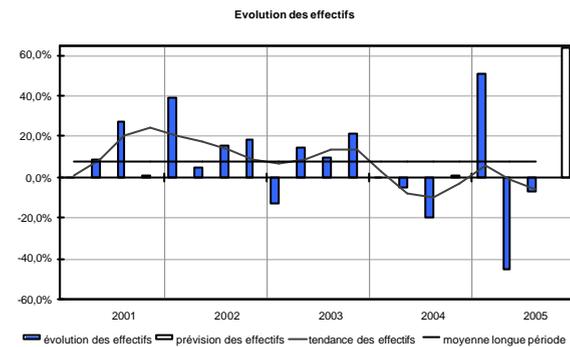
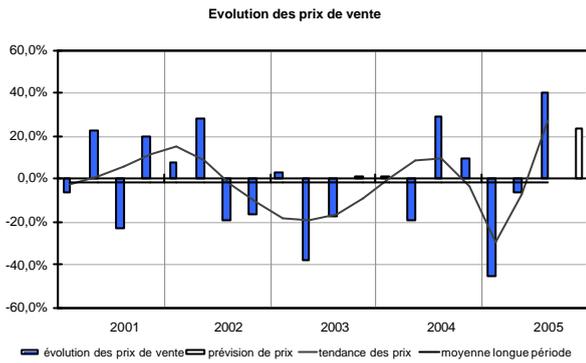
Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation

Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises (1 317 salariés) du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 16 réponses (977 salariés).



Diminution
Augmentation

Diminution
Augmentation

Amélioration
Dégradation

Les professionnels du secteur hôtelier et touristique font état d'une augmentation de l'activité sur le troisième trimestre 2005.

Malgré la baisse des effectifs, les charges d'exploitation auraient continué de se dégrader. Les situations de trésorerie se seraient détériorées. Les prix de vente pour leur part, auraient fortement augmenté sur le troisième trimestre 2005.

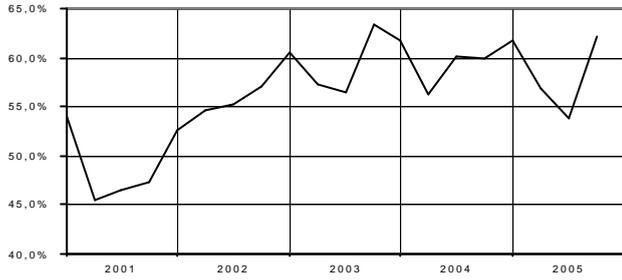
Concernant les perspectives pour le quatrième trimestre 2005, les entrepreneurs interrogés prévoient la poursuite de la hausse d'activité à un niveau plus modéré. En dépit d'une hausse importante des effectifs, les charges d'exploitation devraient amorcer un retour à l'amélioration. Grâce à la réduction des délais de règlement de la clientèle, les situations de trésorerie devraient se développer. Les prix de vente seraient quant à eux globalement orientés à la hausse.

La Nouvelle-Calédonie était présente à la 27ème édition du salon Top Résa du 22 au 24 septembre à Deauville par l'intermédiaire des principaux responsables du tourisme. Le supplément de la revue métropolitaine « Quotidien du Tourisme » consacré exclusivement à la Nouvelle-Calédonie a été distribué à raison de 2000 exemplaires.

Le 20 octobre, le cabinet KPMG a livré les premiers éléments de recommandation en matière de stratégie pour la relance de l'activité touristique, aux professionnels et aux responsables institutionnels du tourisme des trois Provinces de Nouvelle-Calédonie qui composent le Comité de pilotage du Plan de développement touristique concerté. Le recentrage vers une clientèle haut de gamme et la valorisation de l'ensemble du territoire font partie de la stratégie proposée notamment par l'intermédiaire de la création de nouvelles unités d'hébergement de standing (de type « Resorts »). La Nouvelle-Calédonie devra en outre accroître son effort financier destiné à la promotion touristique.

Taux d'occupation des chambres

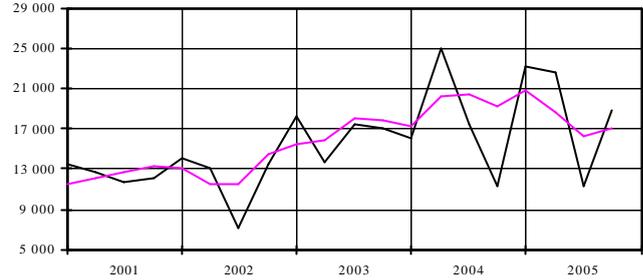
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

Nombre de croisiéristes

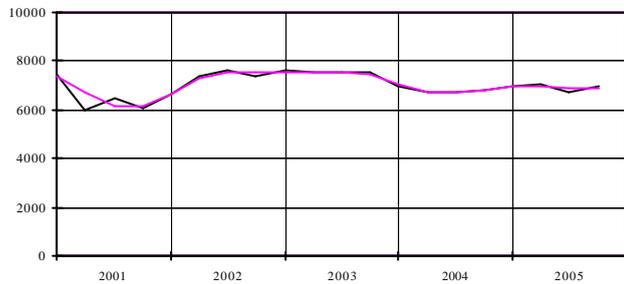
Données brutes — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes français

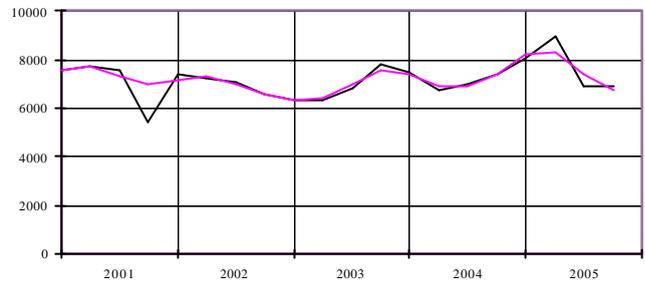
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes japonais

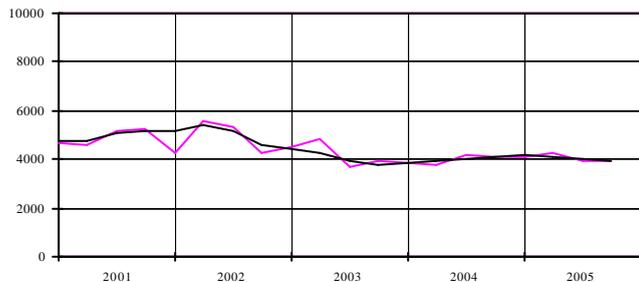
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes australiens

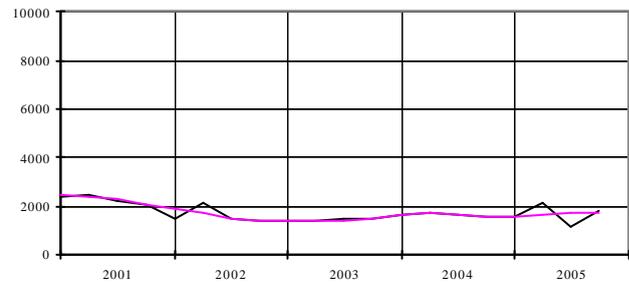
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes néo-zélandais

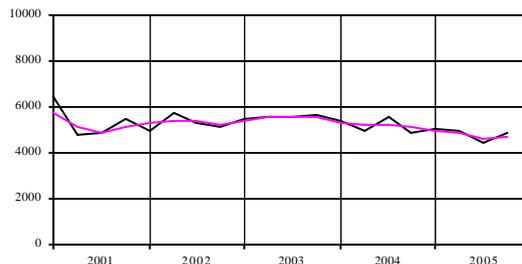
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Nombre de touristes divers

Données CVS — Tendance

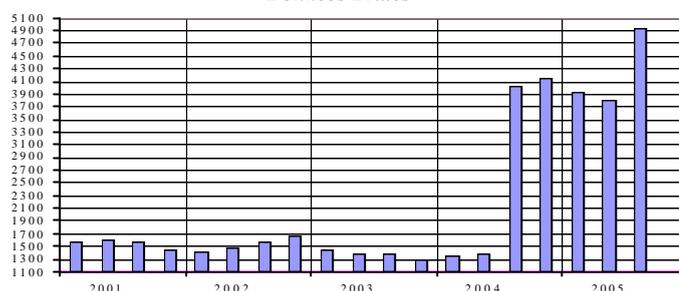


Source : ISEE

Secteur « Hôtellerie » ¹

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

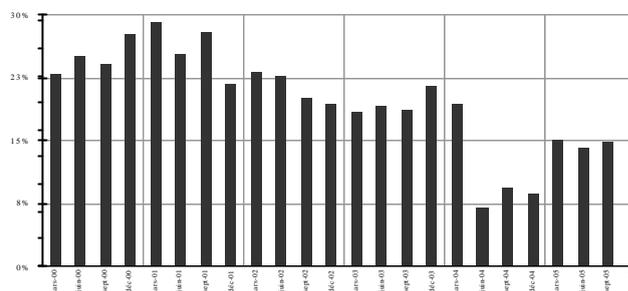
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

2e trim.2005 (1)	3e trim.2005 (2)	Variations (2) / (1)
---------------------	---------------------	-------------------------

Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
--------------------------	--------------------------	--

TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES (Source : Syndicat des hôteliers)			
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	53,7	62,1	8,4
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)			
Tourisme de séjour			
Nombre de touristes	19 635	26 964	+ 37,3%
Touristes français	5 014	7 409	+ 47,8%
Touristes japonais	5 301	7 791	+ 47,0%
Touristes australiens	4 160	4 515	+ 8,5%
Touristes néo-zélandais	1 362	2 517	+ 84,8%
Touristes divers	3 798	4 732	+ 24,6%
Tourisme de croisière			
Nombre de croisiéristes	11 251	18 815	+ 67,2%
Nombre d'escales de navires	8	12	+ 50,0%
CONDITIONS DE FINANCEMENT			
	juin-05	sept-05	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	3 794	3 998	+ 5,4%

Sources : ISEE, IEOM

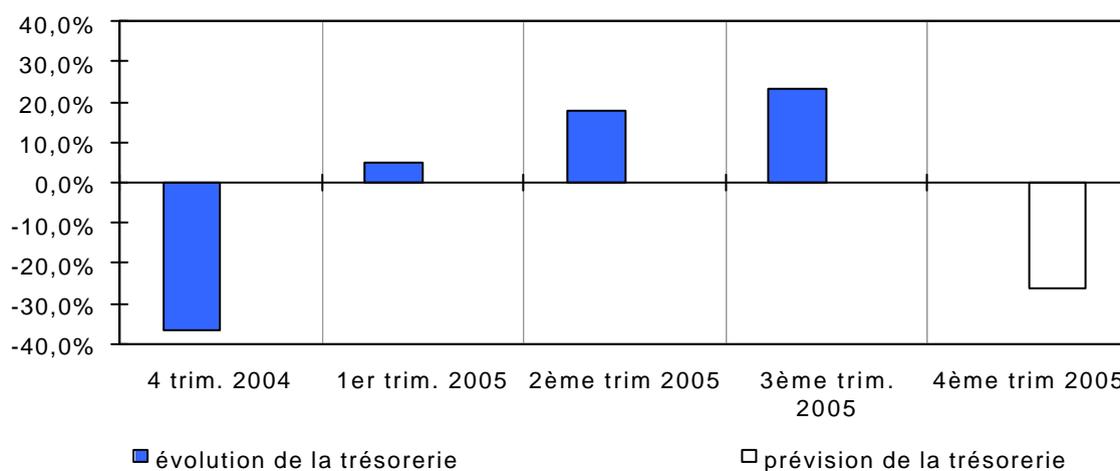
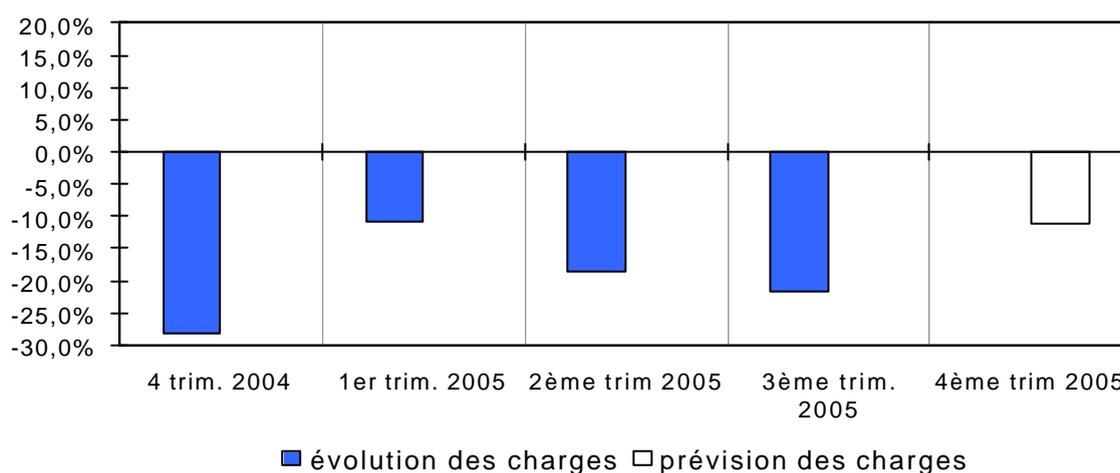
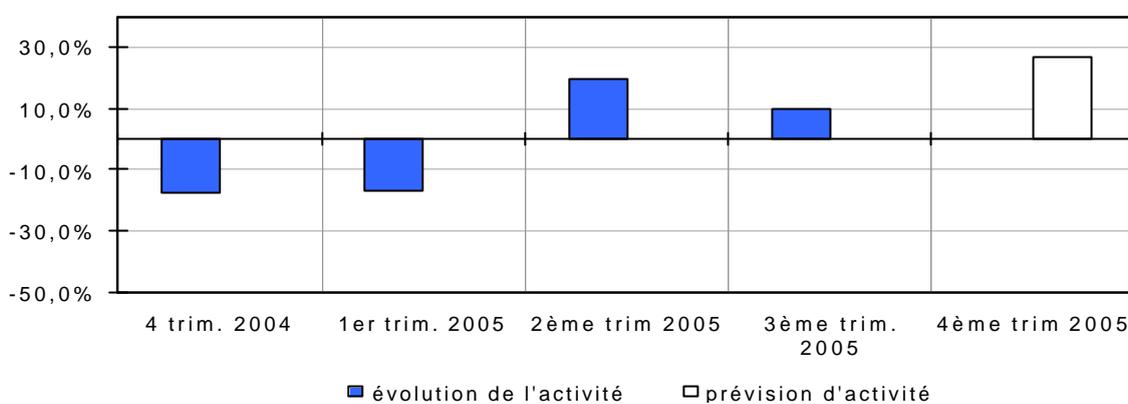
Cumul de l'année 2004	Cumul de l'année 2005	Variations des cumuls des années 2005 /2004
58,8	57,6	-1,2
70 176	71 265	+ 1,6%
18 153	18 562	+ 2,3%
21 204	23 013	+ 8,5%
11 755	11 624	- 1,1%
4 769	4 779	+ 0,2%
14 295	13 287	- 7,05%
53 799	52 701	- 2,0%
48	39	- 18,8%
sent. 04	sent. 05	Variation
4 031	3 998	- 0,8%

Au cours du troisième trimestre 2005, la fréquentation touristique s'est fortement accrue par rapport au trimestre précédent. (+ 37,3 % par rapport à juin 2005). Ainsi, le nombre de touristes français, japonais, australiens, néo-zélandais et divers a augmenté de respectivement 47,8 %, 47,0 %, 8,5 %, 84,8 % et 24,6 % sur la même période. Le nombre de croisiéristes a également augmenté de 67,2 % par rapport au second trimestre 2005. Le taux d'occupation du trimestre atteint le niveau particulièrement élevé de 62,1%, en raison notamment de la baisse de la capacité hôtelière, entraînée par la fermeture temporaire depuis le mois de septembre du Surf Novotel à l'Anse Vata à la suite d'un mouvement social.

¹L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

2-8 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises »¹ au 30 septembre 2005



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les dessaisonnaliser

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises (793 salariés) du secteur des Services aux entreprises pour 13 réponses (648 salariés).

TRESORERIE CHARGES ACTIVITE

Augmentation

Diminution

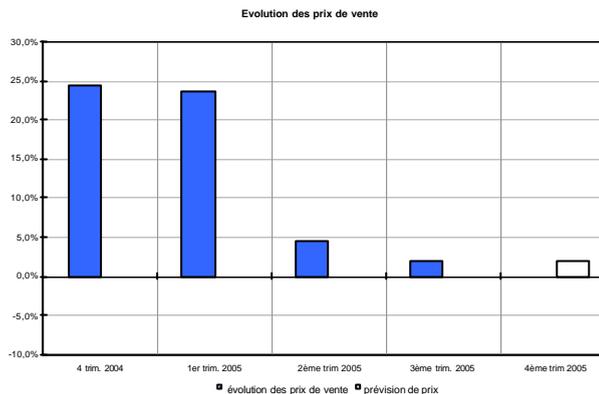
Amélioration

Dégradation

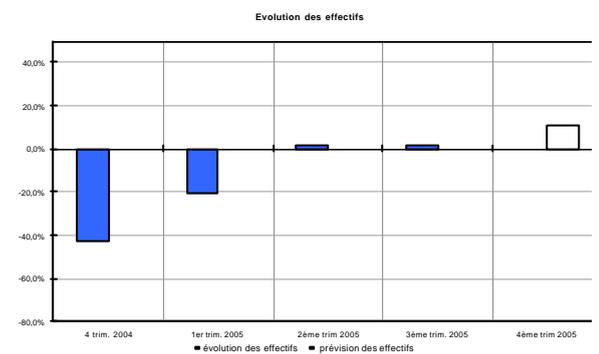
Amélioration

Dégradation

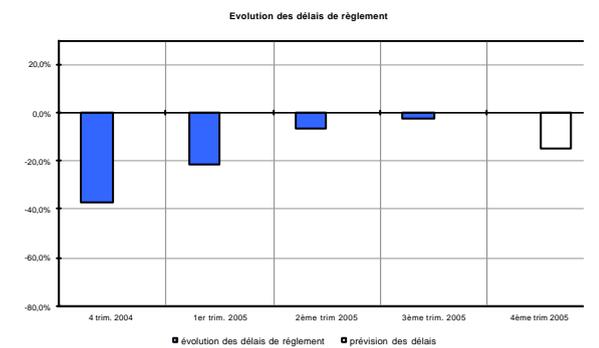
2.8-Services aux entreprises



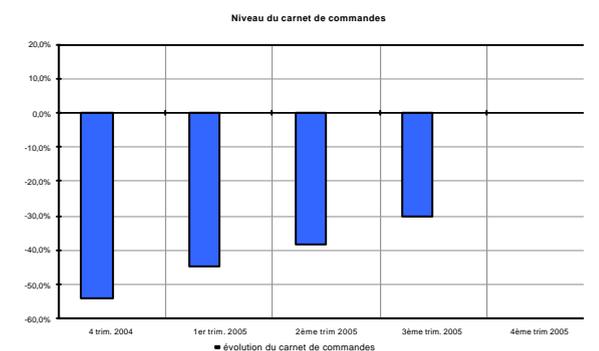
Diminution Augmentation



Diminution Augmentation



Amélioration Dégradation



Elevé Faible

Selon l'opinion des professionnels du secteur interrogé, l'activité aurait connu une augmentation au cours du troisième trimestre 2005, confirmant les prévisions établies lors du trimestre précédent.

Les charges d'exploitation, pour leur part, auraient poursuivi leur dégradation face à la hausse de l'activité et à celle plus modérée des effectifs.

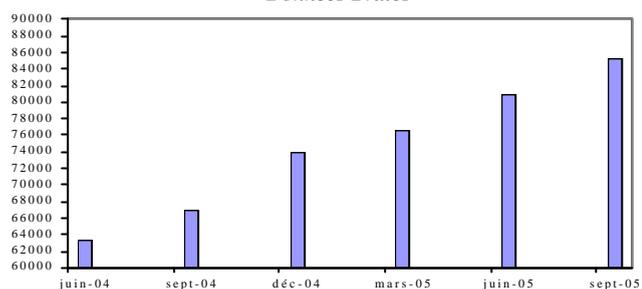
Enfin, les situations de trésorerie auraient poursuivi leur amélioration, dans un contexte de hausse des prix de vente (notamment la hausse de l'abonnement au téléphone fixe au 1^{er} septembre 2005) et de quasi-stabilisation des délais de règlement.

Concernant les perspectives pour le quatrième trimestre 2005, les chefs d'entreprises annoncent une nouvelle hausse de l'activité, parallèlement à une augmentation des effectifs, qui entraîneraient une progression des charges d'exploitation. Les situations de trésorerie devraient également se dégrader face à l'allongement des délais de règlement. Les prix de vente, pour leur part, s'afficheraient en hausse.

Services

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

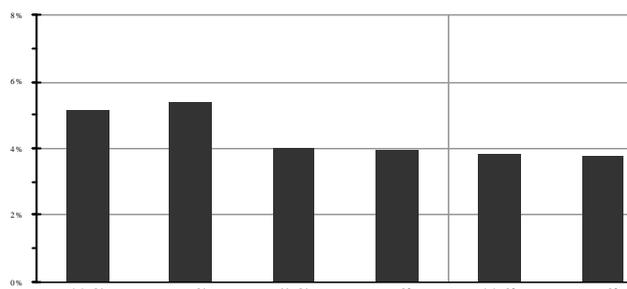
Données Brutes



Source : IEOM

Services

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

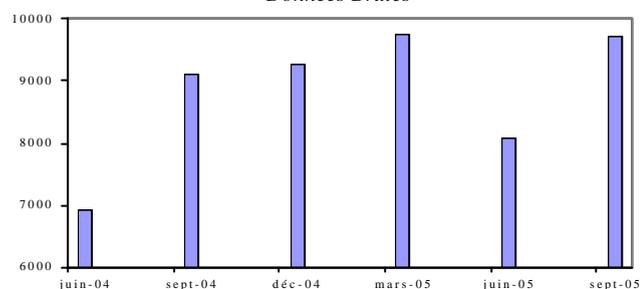


Source : IEOM

Transport et Télécommunications

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

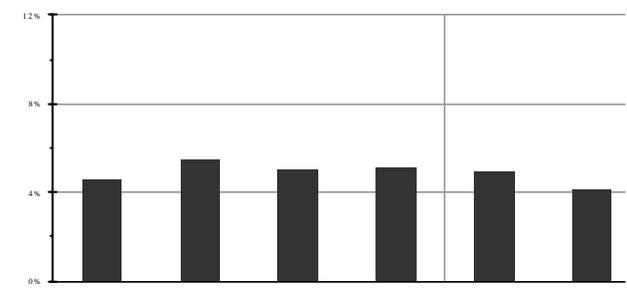
Données Brutes



Source : IEOM

Transport et Télécommunications

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

CONDITIONS DE FINANCEMENT	juin-05	sept-05	Variation
Encours bancaires des crédits des services (en millions de F CFP)	80 831	85 269	+ 5,5%
Encours bancaires des crédits des transports et télécommunications (en millions de F CFP)	8 077	9 719	+ 20,3%

Sources : IEOM

sent- 04	sent- 05	Variation
66 865	85 269	+ 27,5%
9 127	9 719	+ 6,5%

Directeur de la publication : T. CORNAILLE
Responsable de la rédaction : E. BAULARD
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 15 décembre 2005
Dépôt légal : 2005 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE

19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex

Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553

e-mail : agence@ieom.nc